



# **CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT2026-2028)**

AJUSTÉ

## **CHAPITRE11**

CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

VERSION FRANÇAISE



# SOMMAIRE

---

<b>RESUME</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>1. CADRE STRATÉGIQUE DE PROGRAMMATION DU CHAPITRE</b>	<b>9</b>
1.1. POLITIQUE SECTORIELLE	11
1.1.1. <i>Situation du secteur et evolution de la mise en oeuvre de la politique sectorielle</i>	11
1.1.2. <i>Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels</i>	12
1.1.3. <i>Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité</i>	15
1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS	15
1.2.1. <i>Cadre logique des programmes du chapitre 11 - Controle superieur de l'etat</i>	15
1.2.2. <i>Cadre logique des actions par programme</i>	15
1.2.3. <i>Description de la prise en compte des politiques thematiques par programme</i>	25
1.2.3.1. <i>Description de la prise en compte du genre par programme</i>	25
1.2.3.2. <i>Description de la prise en compte du climat par programme</i>	26
1.2.3.3. <i>Description de la prise en compte de l'import-substitution par programme</i>	26
<b>2. APERÇU DU BILAN FINANCIER</b>	<b>27</b>
2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS	29
2.1.1. <i>Exécution financière des dépenses du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par action</i>	29
2.1.2. <i>Exécution financière des dépenses du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions, par action</i>	29
2.1.3. <i>Exécution financière des dépenses du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par action</i>	30
2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE	30
2.2.1. <i>Exécution financière des dépenses du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par nature de dépenses</i>	30
2.2.2. <i>Exécution financière des dépenses du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions, par nature de dépenses</i>	31
2.2.3. <i>Exécution financière des dépenses du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par nature de dépenses</i>	31
2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	32
2.3.1. <i>Difficultés rencontrées</i>	32
2.3.2. <i>Propositions de solutions</i>	33
2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SPECIFIQUES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS	34
2.4.1. <i>Exécution financière des dépenses genre sensible par programmes et actions</i>	34
2.4.2. <i>Exécution financière des dépenses sensibles au climat par programmes et actions</i>	35
2.4.3. <i>Exécution financière des dépenses d'import-substitution par programmes et actions</i>	36

<b>3.</b>	<b>PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES</b>	<b>39</b>
3.1.	SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION (2026-2028) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE	41
3.1.1.	<i>Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2026-2028)</i>	41
3.1.2.	<i>Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre par programme (AE,CP)</i>	41
3.1.3.	<i>Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre en ligne de référence et mesures nouvelles</i>	42
3.1.4.	<i>Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre en grandes masses</i>	43
3.1.5.	<i>Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre en titre</i>	44
3.2.	DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2026-2028) PAR PROGRAMME	45
3.2.1.	<i>Détail de la programmation pour le programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique</i>	45
3.2.2.	<i>Détail de la programmation pour le programme 141 - Contrôle, audits et sanctions</i>	48
3.2.3.	<i>Détail de la programmation pour le programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état</i>	50
<b>4.</b>	<b>ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES</b>	<b>55</b>
4.1.	PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP)	57
4.2.	PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX)	57
4.3.	GRANDS PROJETS	57
4.4.	SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS	58
4.5.	RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD	58
4.6.	POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	58
4.7.	INTERVENTIONS PRIORITAIRES	62
4.8.	POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES THEMATIQUES	66
4.8.1.	<i>Point sur la programmation des activités genre sensible</i>	66
4.8.2.	<i>Point sur la programmation des activités sensibles au climat</i>	67
4.8.3.	<i>Point sur la programmation des activités d'import-substitution</i>	68
	<b>ANNEXES</b>	
1 -	MATRICE DU CADRE LOGIQUE	71
2 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028)	79
3 -	PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT	105
4 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - Genre sensible	111
5 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - Climat	123
6 -	MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - Import-Substitution	127

## RESUME

---

Le Cameroun s'est engagé depuis 2007 dans un vaste programme de réformes de son système de Gestion des Finances Publiques (GFP) avec comme pierre angulaire, le nouveau régime financier promulgué en décembre 2007, qui pose les fondements d'une gestion des finances publiques responsabilisante, transparente et axée sur les résultats.

Dans l'optique d'arrimer sa législation au droit communautaire de la CEMAC, le Cameroun a adopté en 2018 deux nouvelles lois à savoir la loi N°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance et la loi N° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres Entités Publiques.

Ces nouveaux textes apportent des innovations majeures dans le processus budgétaire, notamment l'instauration du Débat d'Orientation Budgétaire qui renforce les pouvoirs de contrôle du Parlement en améliorant leur information sur l'évolution des finances publiques à moyen terme, et la responsabilisation accrue des responsables des programmes dans l'élaboration des documents de programmation triennale des dépenses.

Cet important dispositif institutionnel complète les autres outils en matière de réformes des finances publiques déjà en place. Parmi ces outils, il y a lieu de citer le Plan de Modernisation des Finances Publiques 2016-2018 formulé par la Circulaire du Premier Ministre portant sur les principales orientations de la réforme des finances publiques pour la période triennale 2016-2018 (mis à jour suite à l'évaluation PEFA réalisé en 2017), qui définit les axes de réformes prioritaires ci-après :

- l'optimisation de la budgétisation par programme avec la mise en place des nomenclatures d'activités par administration ;
- la consolidation de la pluri annualité budgétaire en faisant du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) et des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des instruments de cadrage effectif du budget annuel ;
- la maturation des projets d'investissement à inscrire dans les lois de finances ;
- le renforcement du mécanisme de sélection des projets ;
- la maîtrise des techniques de gestion des autorisations d'engagement et des crédits de paiement;
- le respect et la précision du calendrier budgétaire dans chaque département ministériel en rapport avec le calendrier interministériel régulièrement actualisé;
- le renforcement du rôle des conférences de préparation et d'exécution du budget.

Ces actions de réforme et bien d'autres ambitionnent de renforcer la crédibilité et la fiabilité du budget, qui sont tributaires de la mise en place d'un processus solide de préparation du budget. Ceci exige un meilleur ciblage et affectation des ressources budgétaires entre les programmes puis entre les activités, selon les priorités stratégiques des administrations. Cette répartition s'opère à travers le CDMT qui constitue l'outil privilégié de programmation des dépenses au niveau ministériel.

S'inscrivant dans ce contexte, les Services compétents du CONSUPE ont élaboré le présent CDMT ajusté 2026-2028 du CONSUPE qui propose une ventilation à moyen terme des ressources entre les programmes, les actions et les activités rationalisées en vue d'atteindre les objectifs précis en accord avec la Stratégie Nationale de Développement (SND-30).

Dans sa présentation il est structuré autour de quatre chapitres déclinés comme suit :

**Cadre stratégique de programmation (I) ;**  
**Aperçu du bilan financier (II) ;**  
**Programmation pluriannuelle des dépenses (III) ;**  
**Aspect spécifique de la programmation pluriannuelle des dépenses (IV).**

## INTRODUCTION

---

Le Cameroun s'est engagé depuis 2007 dans un vaste programme de réformes de son système de Gestion des Finances Publiques (GFP) avec comme pierre angulaire, le nouveau régime financier promulgué en décembre 2007, qui pose les fondements d'une gestion des finances publiques responsabilisante, transparente et axée sur les résultats.

Dans l'optique d'arrimer sa législation au droit communautaire de la CEMAC, le Cameroun a adopté en 2018 deux nouvelles lois à savoir la loi N°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance et la loi N° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres Entités Publiques.

Ces nouveaux textes apportent des innovations majeures dans le processus budgétaire, notamment l'instauration du Débat d'Orientation Budgétaire qui renforce les pouvoirs de contrôle du Parlement en améliorant leur information sur l'évolution des finances publiques à moyen terme, et la responsabilisation accrue des responsables des programmes dans l'élaboration des documents de programmation triennale des dépenses.

Cet important dispositif institutionnel complète les autres outils en matière de réformes des finances publiques déjà en place. Parmi ces outils, il y a lieu de citer le Plan de Modernisation des Finances Publiques 2016-2018 formulé par la Circulaire du Premier Ministre portant sur les principales orientations de la réforme des finances publiques pour la période triennale 2016-2018 (mis à jour suite à l'évaluation PEFA réalisé en 2017), qui définit les axes de réformes prioritaires ci-après :

- l'optimisation de la budgétisation par programme avec la mise en place des nomenclatures d'activités par administration ;
- la consolidation de la pluri annualité budgétaire en faisant du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) et des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des instruments de cadrage effectif du budget annuel ;
- la maturation des projets d'investissement à inscrire dans les lois de finances ;
- le renforcement du mécanisme de sélection des projets ;
- la maîtrise des techniques de gestion des autorisations d'engagement et des crédits de paiement;
- le respect et la précision du calendrier budgétaire dans chaque département ministériel en rapport avec le calendrier interministériel régulièrement actualisé;
- le renforcement du rôle des conférences de préparation et d'exécution du budget.

Ces actions de réforme et bien d'autres ambitionnent de renforcer la crédibilité et la fiabilité du budget, qui sont tributaires de la mise en place d'un processus solide de préparation du budget. Ceci exige un meilleur ciblage et affectation des ressources budgétaires entre les programmes puis entre les activités, selon les priorités stratégiques des administrations. Cette répartition s'opère à travers le CDMT qui constitue l'outil privilégié de programmation des dépenses au niveau ministériel.

S'inscrivant dans ce contexte, les Services compétents du CONSUPE ont élaboré le présent CDMT ajusté 2026-2028 du CONSUPE qui propose une ventilation à moyen terme des ressources entre les programmes, les actions et les activités rationalisées en vue d'atteindre les objectifs précis en accord avec la Stratégie Nationale de Développement (SND-30).

Dans sa présentation il est structuré autour de quatre chapitres déclinés comme suit :

**Cadre stratégique de programmation (I) ;**  
**Aperçu du bilan financier (II) ;**  
**Programmation pluriannuelle des dépenses (III) ;**  
**Aspect spécifique de la programmation pluriannuelle des dépenses (IV).**

**1.**

**CADRE STRATÉGIQUE DE  
PROGRAMMATION DU CHAPITRE**



## ■ 1.1. POLITIQUE SECTORIELLE

### ■ 1.1.1. Situation du secteur et évolution de la mise en œuvre de la politique sectorielle

La politique sectorielle des Services du CONSUPE est alignée à la stratégie sectorielle de la « Gouvernance », quatrième pilier de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Laquelle Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 a été élaborée dans la perspective de l'accomplissement des objectifs de la deuxième phase de la vision de développement à l'horizon 2035 et comporte entre autres, une stratégie d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'État.

Ce faisant, la cartographie des Programmes du CONSUPE cadre avec la Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND 30) dans son quatrième pilier relatif à « la Gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'État » et plus précisément dans le volet Gouvernance, où il est notamment question de « *poursuivre la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics à travers l'intensification de la prévention des atteintes à la fortune publique, la réduction de la manipulation des liquidités, la mise en place d'un dispositif efficace d'alerte en matière de corruption et de détournements des fonds publics, la systématisation de la redevabilité dans la gestion des affaires publiques et la prévention des conflits d'intérêts* ».

A cet effet, la stratégie d'intervention des Services du Contrôle Supérieur de l'État s'inscrit dans le cadre de la politique nationale d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'État et est essentiellement orientée vers:

- le renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique;
- le raffermissement de l'État de droit ;
- le développement de la participation citoyenne pour une dynamique inclusive ;
- l'assainissement du climat des affaires ;
- le développement des mécanismes d'alerte,
- la coopération nationale et internationale en matière de la protection de la fortune publique ;
- l'intensification de la lutte contre la Corruption et les atteintes à la fortune publique ;
- la systématisation des audits et la sanction à l'encontre des gestionnaires indécents ;
- l'appui conseil, technique, méthodologique et pédagogique en matière de contrôle et de vérification de la gestion de la fortune publique.

A cet égard, la promotion de la gouvernance constitue l'un des immenses défis que le CONSUPE entend relever au cours des prochaines années pour inscrire le Cameroun au nombre des pays émergents où les droits des citoyens sont reconnus, garantis et respectés ; un pays qui offre aux opérateurs économiques un environnement non seulement propice mais aussi attractif pour le développement de leurs affaires.

Au demeurant, le cadre stratégique des programmes du CONSUPE est fortement tributaire des missions à lui dévolue par le Décret 2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des Services du Contrôle Supérieur de l'État.

### ■ 1.1.2. Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels

Les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE) tire l'essentiel de leur Mission et Organisation du : Décret N° 2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, Décret N° 2008/028 du 17 janvier 2008 Portant Organisation et fonctionnement du conseil de discipline budgétaire et financière, ainsi que du Décret n° 97/048 du 5 mars 1997 relatif aux missions mobiles de vérification des services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

A cet effet et s'agissant des Missions, l'Article 2 du Décret N° 2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat dispose que,

**« (1) Les services du Contrôle supérieur de l'Etat constituent l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du Cameroun. Ils sont chargés de l'audit externe.**

A ce titre, ils ont notamment pour missions :

la vérification, au niveau le plus élevé, des Services publics, des Établissements publics, des collectivités territoriales décentralisées et leurs démembrements, des Entreprises du secteur Public et Parapublic, des liquidations administratives et judiciaires ainsi que des Organismes, Établissements et Associations confessionnels ou laïcs, bénéficiant des concours financiers, avals ou garanties de l'État ou des autres Personnes morales ou privées, sur les plans administratif, financier et stratégique ;

le contrôle de l'exécution du budget de l'État ;

le contrôle de l'exécution des projets à financement extérieur ;

le contrôle en cas de nécessité, de la qualité des rapports d'audits effectués pour le compte de l'État ou de ses démembrements par les cabinets privés ;

l'évaluation des programmes et projets ;

l'appui au renforcement des capacités des ordonnateurs et des gestionnaires des crédits publics;

l'appui technique, méthodologique et pédagogique en matière de contrôle et de vérification de la gestion de la fortune publique, aux structures de contrôle administratif et d'audit interne d'autres Départements ministériels et Organismes publics et parapublics ;

la diffusion des normes de vérification et d'audit dans le secteur public et parapublic ;

l'assistance du gouvernement dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de modernisation de l'État.

(2) Les services du Contrôle supérieur de l'Etat peuvent, sur instruction du Président de la République, effectuer des contrôles spécifiques auprès des organismes privés poursuivant un objet ayant un lien avec le service public, et présentant un caractère stratégique pour l'économie ou la défense nationale.

(3) Dans l'exercice de leurs attributions, les services du Contrôle supérieur de l'Etat effectuent :

- un contrôle de conformité et de régularité ;
- un contrôle financier ;
- un contrôle de performance ;
- un contrôle de l'environnement ;
- un contrôle des systèmes d'information.

(4) Les contrôles sont effectués par les vérificateurs du Contrôle supérieur de l'Etat sur pièces et sur place. A cet effet, et nonobstant les contrôles effectués par les autres organes de contrôle, les responsables des structures auditées sont tenus de présenter les pièces relatives à

la période audité. »

L'Article 3 du même décret prévoit pour sa part que : « (1) Les services du Contrôle supérieur de l'Etat concourent à la sanction des ordonnateurs et des gestionnaires des deniers publics, dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur. A ce titre, le ministre délégué en charge du Contrôle supérieur de l'Etat préside le conseil de discipline budgétaire et financière, dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par un texte particulier. »

Quant à l'article 4 du même texte, il dispose que « Les services du Contrôle supérieur de l'Etat émettent des avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires à caractère financier qui leur sont soumis. »

Par ailleurs et aux termes de l'Article 5 dudit décret organique suscitée, « (1) Les structures d'audit interne transmettent aux services du Contrôle supérieur de l'Etat, à la diligence des chefs de départements ministériels concernés, un exemplaire de chacun des rapports rédigés à la suite de toutes les interventions menées au cours de l'exercice, ainsi qu'un exemplaire du rapport annuel d'activités.

(2) Après examen des rapports visés à l'alinéa 1er ci-dessus, les services du Contrôle supérieur de l'Etat peuvent, le cas échéant, saisir le conseil de discipline budgétaire et financière. »

De ces dispositions pertinentes et sans être exhaustif, il se dégage les domaines d'intervention ci-après dévolues aux Services du CONSUPE :

- la prévention des atteintes à la fortune publique ;
- l'audit et le contrôle des finances publiques ;
- la sanction des gestionnaires indéclicats ;
- l'appui conseil, technique, méthodologique et pédagogique en matière de contrôle et de vérification de la gestion de la fortune publique.

En ce qui concerne l'Organisation des Services du CONSUPE, l'Article 8 du Décret N° 2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, dispose que : « (1) Dans l'exercice de ses fonctions, le ministre délégué dispose :

- d'un secrétariat particulier ;
- d'un service du courrier et de liaison ;
- d'une cellule de communication ;
- de deux (02) conseillers techniques ;
- d'un audit interne ;
- d'une administration centrale.

(2) Sont directement rattachés au ministre délégué :

- le secrétariat particulier ;
- le service du courrier et de liaison ;
- la cellule de communication ;
- les conseillers techniques ;
- l'audit interne.

L'Article 9 de ce décret Organique prévoit que : « (1) Le conseil de discipline budgétaire et financière dispose d'un secrétariat permanent qui assiste le ministre délégué chargé du contrôle supérieur de l'Etat dans l'exercice de ses attributions de Président dudit conseil.

(2) Le secrétariat permanent du conseil de discipline budgétaire et financière est animé par un secrétaire permanent, placé sous l'autorité directe du ministre délégué chargé du Contrôle supérieur de l'Etat.

(3) L'organisation et les règles régissant le fonctionnement du secrétariat permanent font l'objet de textes particuliers. »

Par ailleurs l'Article 16 qui organise l'administration centrale des Services du CONSUPE dispose que cette Administration Centrale comprend :

- le secrétariat général ;
- la division des inspections et de contrôle des administrations publiques ;
- la division des inspections et de contrôle des collectivités territoriales décentralisées ;
- la division des inspections et de contrôle des établissements publics et des organismes spécifiques ;
- la division des inspections et de contrôle des entreprises du secteur public et parapublic ;
- la division des affaires juridiques et de l'exploitation des informations ;
- la division de la formation et de la coopération internationale ;
- la direction des affaires générales.

Aussi est-il important de faire remarquer que dans l'exécution de ses missions, le CONSUPE ne dispose d'aucun établissement ou entreprise dont il assure la tutelle technique. Toutefois, Il abrite le siège du Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) des Finances publiques de l'Afrique Francophone subsaharienne (CREFIAP) qui regroupe vingt-trois (23) Institutions Supérieures de Contrôle et dispose à cet effet d'un accord de siège signé entre le Gouvernement du Cameroun et le MINDEL/CONSUPE ; président Comité exécutif de cette Organisation Internationale.

## **1.2 mise en œuvre des recommandations CIEP 2025**

A l'issue des échanges, les recommandations suivantes ont été formulées au CONSUPE :

- Créer au niveau du programme support une action pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au sein du CONSUPE ;
- Travailler en collaboration avec les équipes du MINFI, le MINEPAT et l'INS en vue de finaliser le cadre logique des programmes. A cet effet, il est indiqué de considérer aussi les indicateurs liés à l'audit des recettes, aux normes sur l'assurance qualité, l'unité de production des données statistiques, la dynamisation du cadre de concertation avec les autres partenaires (la société civile, la Chambre des Comptes, les Inspections générales, etc.) et la standardisation des outils de contrôle.

Dans le cadre de la prise en compte des recommandations sus indiquées, nous disons que :

La première recommandation a été prise en compte à travers la création d'une action pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au sein du programme support du CONSUPE. Bien plus la configuration de l'ensemble de ce programme a été revue et modifiée pour la rendre conforme au modèle harmonisé entre les Administrations publiques.

Ensuite la collaboration avec les équipes du MINFI, du MINEPAT et de l'INS a permis de finaliser et de rendre disponible non seulement le cadre logique des programmes, mais aussi :

- le Cadre Stratégique des Programme ;
- la codification des structures;
- la table de passage ;
- la codification des structures ;
- les documents budgétaires requis pour les conférences.

Enfin, toutes les considérations relatives à l'audit des recettes, aux normes sur l'assurance qualité, l'unité de production des données statistiques, la dynamisation du cadre de

concertation avec les autres partenaires (la société civile, la Chambre des Comptes, les Inspections générales, etc.) et la standardisation des outils de contrôle ont été pris en comptes au niveau des activités pertinentes créées.

■ 1.1.3. Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité

La prise en compte du genre dans les services du CONSUPE est liée à la spécificité de son organisation et son fonctionnement.

En effet le CONSUPE est une Administration de mission dont les services ne sont pas directement ouverts aux usagers. Ce qui considérablement les discriminations qui peuvent naitre du fait de la qualité du service offert aux usagers hommes, femmes, personnes handicapées etc.

Aussi, le CONSUPE est-elle une Administration de souveraineté pour laquelle une partie de ses actions sont empreintes de l'approbation préalable de la Très Haute Hiérarchie de l'Etat. Limitant ainsi la marge de manœuvre dans Ir processus de prises de décisions

Au demeurant, la problématique du genre au CONSUPE a été essentiellement orientée à l'interne, aux actions de formation des membres du personnel hommes et femme, et à l'externe, pour ce qui de la sensibilisation des ordonnateurs sur les bonnes pratiques en matière de la gestion des finances publiques et la formation des personnels des services d'audit interne des administrations publiques et autres entités de l'Etat sur des questions de contrôle interne. Il est ici question de capter la proportion d'acteurs de la gestion des finances publiques hommes et femmes formés et/ou sensibilisés sur les bonnes pratique de la bonne gouvernance.

■ 1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS

■ 1.2.1. Cadre logique des programmes du chapitre 11 - Controle superieur de l'etat

PROGRAMME	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION		VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2024	2025	2026	2027	2028	
<b>PROGRAMME 140</b> RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE										
<b>PROGRAMME 141</b> CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS										
<b>PROGRAMME 142</b> GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT										

■ 1.2.2. Cadre logique des actions par programme

■ 1.2.2.1. Cadre logique du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

a. Présentation du programme

**Le Programme 140** constitue un instrument essentiel du Contrôle Supérieur de l'État (CONSUPE) pour la consolidation de la gouvernance et la protection de la fortune publique. Son objectif central est de promouvoir la culture de la reddition des comptes, de prévenir les irrégularités et de renforcer les mécanismes institutionnels de transparence.

En 2026, ce programme s'inscrira dans la continuité des efforts déployés depuis 2023 : Formation et sensibilisation des ordonnateurs et gestionnaires des crédits des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics à la protection de la fortune publique, appui et renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des audits internes, diffusion des normes de contrôle interne, renforcement des capacités des acteurs publics, mise en place de mécanismes d'alerte et coopération accrue avec les partenaires nationaux et internationaux.

b. Stratégie programme

**L'objectif de ce programme est de promouvoir la culture de la reddition des comptes, de prévenir les irrégularités et de renforcer les mécanismes institutionnels de transparence.**

Il s'agira, dans une démarche rigoureuse de poursuivre les efforts de prévention des atteintes à la fortune publique, renforcement de la reddition des comptes et l'implication des citoyens dans le suivi de l'action publique.

La stratégie de ce programme se déploie sur cinq axes :1. Diffuser et mettre à jour les normes de contrôle interne ;2. Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des acteurs publics ;3. Impliquer davantage la société civile dans le contrôle citoyen ;4. Mettre en œuvre des mécanismes d'alerte performants ;5. Accroître la coopération internationale et consolider les capacités du CONSUPE.

De façon précise, il sera question pour l'horizon qui s'ouvre à partir de 2026 des actions suivantes :

- Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne ;
- formation des personnels des Audits internes ;
- Formation et Sensibilisation les ordonnateurs et surveillants de crédits des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics à la protection de la fortune publique ;
- Elaboration et diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques au profit des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics ;
- Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires non institutionnels de la protection de la fortune publique ;
- Sensibilisation des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique ;
- Mise en place des mécanismes d'alerte ;
- réalisation des missions de contrôle en procédure d'urgence ;
- Assistance du Gouvernement dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de modernisation de l'Etat ;
- Renforcement de la coopération nationale et internationale ;
- Renforcement des capacités institutionnelles organisationnelles et techniques du Consupe.

c. Présentation des actions

**ACTION 0 :** APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS

**Appui au renforcement des capacités des ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics;** ayant pour principales activités la formation/sensibilisation des acteurs de la finance publique, l'élaboration et diffusion de bonnes pratiques et dont les principaux résultats attendus sont : le nombre d'ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics hommes et femmes formés et/ou sensibilisés par an et le nombre d'outils et de procédures d'audit interne élaborés et/ou mis à jour par an

**ACTION 1 :** APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC

**appui et renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des audits internes des administrations publiques des collectivités territoriales décentralisées, des établissements et entreprises du secteur public,** ayant pour principales activités la mise en œuvre du cadre normatif et la formation continue des auditeurs internes. Son principal extrant est le nombre d'auditeurs internes hommes et femmes formés par an.

**ACTION 2 :** RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE

**Renforcement du contrôle citoyen aux enjeux de la gouvernance financière,** ayant pour principale activité, la mise en œuvre des plates-formes de coopération ainsi que la sensibilisation des OSC. Les principaux résultats attendus sont : le nombre de plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires mises en place et le nombre de parties prenantes institutionnelles sensibilisées.

**ACTION 3 :** RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

**Renforcement de la coopération nationale et internationale,** ayant pour principales activités, la mise en œuvre des Accords de coopération nationale et internationale ainsi que la participation aux différentes réunions statutaires. Les principaux résultats attendus sont : le nombre de protocoles d'accord ou conventions signés et le nombre de participation aux réunions statutaires.

**ACTION 4 :** DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

**Développement des mécanismes d'alerte dans la gestion des finances publiques.** Ayant pour principale activité, la mise en place d'instruments d'alerte, l'exploitation des dénonciations, et la réalisation des missions en procédure d'urgence. Les principaux résultats attendus sont : le nombre d'instruments d'alerte développé et le nombre de rapports des missions en procédures d'urgence produits.

**ACTION 5 :** RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES DU CONSUPE

**Renforcement des capacités institutionnelles organisationnelles et techniques du CONSUPE.** Ayant pour principale activité, l'élaboration d'outils d'audit externe ; formation du personnel. Les principaux résultats attendus sont : le nombre des membres des personnels ; hommes et femmes formés et nombre d'outils et de procédures d'audit externe élaboré.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2024	2025	2026	2027	2028	
<b>PROGRAMME 140</b>										
RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE										
<b>ACTION 0</b>										
APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS										
<b>ACTION 1</b>										
APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC										
<b>ACTION 2</b>										
RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE										
<b>ACTION 3</b>										
RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE										
<b>ACTION 4</b>										
DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES										
<b>ACTION 5</b>										
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES DU CONSUPE										

1.2.2.2. Cadre logique du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions

a. Présentation du programme

Le programme 14 : **contrôles, audits et sanctions** est dédié d'une part, à la détection des fraudes, des irrégularités et autres actes répréhensibles orchestrés dans la gestion des finances publiques, et d'autre part, à la sanction des gestionnaires indélicats, ainsi qu'au suivi de la mise en application des décisions prises.

A cet effet, il a pour **objectif de** :

- garantir la transparence, la reddition des comptes et la bonne utilisation des ressources de l'Etat, mesurable à travers le taux de réalisation des missions d'audit et de contrôle déployées par an
- sanctionner les Gestionnaires indélicats et suivre la mise en application des décisions prononcée par le Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF), avec pour indicateur de performance : Proportion des sessions du Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF) tenues par an.

Les Unités Opérationnelles ci-après de l'Institution concourent à la mise en œuvre de

ce programme **141**:

- Le Secrétariat général ;
- la Division des inspections et de contrôle des administrations publiques ;
- la Division des inspections et de contrôle des collectivités territoriales décentralisées ;
- la Division des inspections et de contrôle des établissements publics et des organismes spécifiques ;
- la Division des inspections et de contrôle des entreprises du secteur public et parapublic ;
- la Division des affaires juridiques et de l'exploitation des informations ;
- la Direction des affaires générales.

Ledit programme comporte deux actions à savoir ; l'Action 0 : intensification et la diversification des contrôles, et audits et l'Action 1 : systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indéliçats.

Sans être exhaustif, il s'agira dans son volet contrôles et audits de :

- s'assurer à travers la collecte des dossiers permanents, de la disponibilité des dossiers permanents mis à jour des Administrations publiques et autres Entités de l'État ;
- élaborer de façon permanente la cartographie des risques des administrations et autres Entités de l'État présentant un risque comparatif élevé en vue de la sélection des sujets d'audit ;
- déployer les équipes de mission auprès des Administrations Publiques et autres Entités de l'État aux fins d'y relever les irrégularités commises et formuler les recommandations éventuelles ;
- s'assurer de la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue des missions déployées ;
- s'assurer de l'effectivité du contrôle qualité avant pendant et après l'exécution des missions d'audits et de contrôles ;
- dresser le rapport synthétique de l'analyse de la situation annuelle de la gestion du personnel et du patrimoine de l'État et des Entreprises publiques et para publiques ;
- contrôler et formuler les avis sur les rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'État et de ses démembrements ;
- améliorer la gestion et la sécurisation de la documentation technique des missions.

En ce qui concerne le volet sanction, il importe de relever que la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indéliçats à travers la tenue des sessions du CDBF est un long processus qui va de la réception des dossiers de saisine au prononcé de la décision de sanction en passant respectivement par la traduction, l'étude des dossiers de saisine, la notification de la décision de traduction, le dépôt et l'examen du rapport, le déploiement éventuel des missions de recoupement.

Il convient également de préciser que le Secrétariat Permanent du CDBF (SP-CDBF) assure le suivi des décisions de sanction prises à l'encontre des gestionnaires indéliçats.

Les principaux résultats attendus de ce volet sanction sont :

- l'étude des dossiers de saisine du CDBF ;
- la tenue régulière des sessions du CDBF ;
- la réalisation des missions de recoupement relatif aux affaires traduites devant le CDBF ;
- le contrôle qualité des rapports du CDBF ;

- la défense des intérêts de l'Etat en justice en matière des irrégularités de gestion ;
- le suivi de l'exécution des décisions du CDBF ;
- la production et la numérisation des décisions du CDBF ;
- le suivi de la mise en application des sanctions prononcées par le CDBF ;
- la production et la diffusion de l'information statistique du CDBF ;
- l'élaboration et la vulgarisation des outils de sanction ;
- le management de la qualité des actions du CDBF.

#### b. Stratégie programme

**L'objectif retenu pour ce programme est d'intensifier la recevabilité et veiller à la bonne gestion des finances publiques par l'audit, le contrôle et la sanction des irrégularités commises par gestionnaires indécents.**

L'objectif recherché est d'intensifier la recevabilité et veiller à la bonne gestion des finances publiques par l'audit, le contrôle et la sanction des irrégularités commises par gestionnaires indécents, mesurable à travers le taux de réalisation des missions d'audit et de contrôle déployées par an et la proportion des sessions du Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF) tenues par an.

Dans son volet contrôles, audits, Il s'agira, dans une démarche rigoureuse de :

S'assurer à travers la collecte des dossiers permanents, de la disponibilité d'une base de données actualisée des Administrations publiques et autres Entités de l'État ;

Rendre disponible la cartographie des risques des administrations et autres Entités de l'État en vue de la sélection des sujets d'audit à risques comparatifs élevés ;

Déployer les équipes de mission auprès des Administrations Publiques et autres Entités de l'État sur la base d'un mandat réaliste ;

S'assurer de la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue des missions déployées ;

S'assurer de l'effectivité du contrôle qualité avant pendant et après l'exécution des missions d'audits et de contrôles ;

Dresser le rapport synthétique de l'analyse de la situation annuelle de la gestion du personnel et du patrimoine de l'État et des Entreprises publiques et para publiques ;

Contrôler et formuler les avis sur les rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'État et de ses démembrements ;

Et d'améliorer la gestion et la sécurisation de la documentation technique du CONSUPE.

#### c. Présentation des actions

##### **ACTION 0 : INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS ET CONTRÔLES**

Ayant pour objectif de Garantir la transparence, la reddition des comptes et la bonne utilisation des ressources de l'Etat et mesurable à travers le taux de réalisation des missions d'audit et de contrôle déployées par an. Les principales activités qui seront déployées sont :

- Activité 1 : Collecte, mise à jour et exploitation des dossiers permanents des Administrations Publiques et autres Entités de l'Etat ;
- Activité 2 : Réalisation des missions d'audit et de contrôle ;
- Activité 3 : Réalisation des missions de suivi des recommandations formulées à l'issue des missions de contrôle et d'audit ;
- Activité 4 : Management de la qualité des missions de contrôle et d'audit du CONSUPE ;
- Activité 5 : Production et validation du rapport annuel sur la gestion du personnel et du

patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques ;

- Activité 6: Assurance qualité des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements ;
- Activité 7 : Gestion de la documentation technique des audits.

**ACTION 1 : SYSTÉMATISATION DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDÉLICATS**

**SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS**, qui a pour objectif de Sanctionner les Gestionnaires indélicats et suivre la mise en application des décisions du Conseil de discipline Budgétaire et Financière, avec comme indicateur, la Proportion des sessions du Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF) tenues par an. Ses principales activités sont :

- Activité 1 : Etude des dossiers de saisine ;
- Activité 2 : Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs, gérants et surveillants des crédits publics indélicats devant le Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF) ;
- Activité 3 : Réalisation des missions de recoupement du CDBF ;
- Activité 4 : Examen des rapports des rapporteurs du CDBF par les Comités Internes ;
- Activité 5 : Défense des intérêts de l'Etat en justice en matière des irrégularités de gestion ;
- Activité 6 : suivi de l'exécution des décisions du CDBF ;
- Activité 7 : Production et numérisation des décisions du CDBF ;
- Activité 8 : Collecte et analyse des données statistiques ;
- Activité 9 : Elaboration et vulgarisation des outils de sanction ;
- Activité 10: Management de la qualité.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION		VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2024	2025	2026	2027	2028	
<b>PROGRAMME 141</b>										
CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS										
<b>ACTION 0</b>										
INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS ET CONTRÔLES										
<b>ACTION 1</b>										
SYSTÉMATISATION DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDÉLICATS										

■ 1.2.2.3. Cadre logique du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état

#### a. Présentation du programme

Le programme 142 est le programme support du CONSUPE qui permet aux deux programmes opérationnels de se déployer. A cet effet, il a pour objectif d'assurer la mise en œuvre optimale des programmes des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, avec comme indicateur de performance, le taux de réalisation des activités budgétisées.

La structure des actions de ce programme a été inspirée dans un cadre harmonisé avec les autres administrations tel que fourni par le MINEPAT. La mise en œuvre de ce programme se fait à travers, entre autres :

- La promotion d'une bonne communication de ses activités ;
- La saine gestion des ressources humaines, avec l'optimisation des conditions de travail ;
- La bonne conduite du processus budgétaire ;
- L'assurance dans les activités de pilotage et de coordination des services, pour un rendement optimal.
- Le renforcement de la cohésion sociale.

#### b. Stratégie programme

**l'objectif de ce** programme est d'assurer la mise en œuvre optimale des autres programmes. Dans cette perspective, ses activités concourent à la mobilisation des ressources et à la mise à leur disposition pour l'exécution des missions de l'Institution portées par les programmes supports.

Dans un cadre harmonisé avec les autres administrations, le déploiement de ce programme se fait à travers, entre autres :

- la promotion d'une bonne communication de ses activités ;
- la saine gestion des ressources humaines, avec l'optimisation des conditions de travail ;
- la bonne conduite du processus budgétaire ;
- l'assurance dans les activités de pilotage et de coordination des services, pour un rendement optimal.

#### c. Présentation des actions

##### **ACTION 0 : PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE**

Elle a pour objectif d'Assurer l'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie du CONSUPE et comme indicateur le proportion de réunions de supervision et coordination tenues. Les principales activités qui seront déployées sont :

- **Coordination des activités** dont l'objectif est d'assurer le suivi évaluation des feuilles de route et l'extrait attendu est **10 outils de suivi évaluation élaborés et nombre de rapport d'activités élaborés**
- **Surveillance du système de gestion qualité** dont l'objectif d'assurer le contrôle qualité des actions des Services du Consupe et pour extrait attendu **une (1) cartographie de risques élaborée**
- **Amélioration des conditions de travail des personnels** dont l'objectif est d'améliorer les conditions de travail des personnels et l'extrait attendu est 100 % du taux de mise en œuvre du plan d'action de la Sous-Direction du Personnel et de la Solde.

##### **ACTION 1 : AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES**

Elle a pour objectif de doter les différentes Unités Opérationnelles d'infrastructures et d'équipements adéquats et présente comme indicateur la proportion du personnel disposant d'un poste de travail. Les principales activités qui seront déployées sont :

- **Modernisation du parc matériel et infrastructurel** dont l'objectif est d'accroître le parc infrastructurel de l'Institution et pour extrant attendu la réalisation de **trois (3) nouveaux projets d'infrastructure**
- **Gestion rationnelle du parc matériel et infrastructurel** dont l'objectif est d'assurer la maintenance des ressources matérielles avec pour extrant attendu **quatorze (14) matériels défectueux remis en état**
- **Gestion et maintenance des ressources documentaires et d'informations** dont l'objectif est d'assurer la gestion optimale et durable des ressources documentaires et d'information et présente comme extrant attendu 100% de taux de disponibilité des ressources documentaires et d'informations.

#### **ACTION 2 : GESTION DE L'INFORMATION**

Elle a pour objectif de mettre à disposition du Top Management et des usagers des informations et données statistiques fiables pour le suivi/évaluation de la performance. Elle présente comme indicateur la Proportion des indicateurs du tableau de bord de référence produits selon les normes d'assurance qualité. Deux activités seront déployées pour sa mise en œuvre :

- **Mise en place du système d'information statistique (SIS) du CONSUPE** dont l'objectif est de disposer des fiches d'indicateurs appropriées et actualisées, et pour extrant attendu 100 % des fiches d'indicateurs appropriées et actualisées
- **Elaboration et mise à jour des documents statistiques** dont l'objectif est de disposer des tableaux de bord de références appropriées et actualisée avec pour extrant attendu 100% de proportion des tableaux de bord de références appropriées et actualisées.

#### **ACTION 3 : COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT**

Cette action a pour objectif d'accroître la visibilité des actions menées, et présente comme indicateur de performance le nombre d'activités ayant fait l'objet d'une communication par an. Les deux activités qui seront déployées pour sa mise en œuvre sont :

- **Gestion du protocole et de la communication** dont l'objectif est la gestion du protocole et la communication, avec comme extrant attendu **10 productions de communication**
- **Participation aux activités de promotion de l'image de l'Institution** dont l'objectif est de promouvoir l'image de l'institution, avec comme extrant attendu pour l'exercice 2026 **la participation à huit évènements concourant à la promotion de l'image de l'Institution.**

#### **ACTION 4 : PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-ÉVALUATION DES ACTIONS DU CONSUPE**

Elle a pour objectif l'amélioration de la qualité de la dépense et comme indicateur de performance le nombre d'extrants de la Chaine PPBS produits annuellement dans les délais. Les principales activités qui seront déployées pour sa en œuvre sont :

- **Planification et Suivi de la mise en œuvre des politiques nationale et sectorielle de la gouvernance** dont l'objectif est de garantir la participation à la revue actualisation de la stratégie sectorielle de la gouvernance, avec comme extrant attendu **un (1) rapport de suivi produits**
- **Participation aux activités de préparation du budget** dont l'objectif est d'assurer

l'exigence du contrôle qualité dans le processus de préparation du budget avec pour extrant attendu 100% de taux de participation aux conférences budgétaires.

**ACTION 5 :** APPUI AUX AFFAIRES JURIDIQUES, À LA TRADUCTION ET À LA LIAISON

Cette action a pour objectif de renforcer le suivi des procédures en justice et de garantir la juste traduction des documents techniques et administratifs. Elle a pour indicateur de performance le nombre procédures juridiques suivies. Deux activités seront nécessaires pour son déploiement :

- **Suivi du contentieux juridictionnel et alternatif**, dont l'objectif est d'assurer la cohérence des actions dans les litiges impliquant le CONSUPE, et présente comme extrant attendu **100% des contentieux suivis**.
- **Gestion de la traduction et liaison** dont l'objectif est d'assurer la traduction et la communication des documents administratifs avec comme extrant principal attendu **25 documents administratifs et techniques traduits**.

**ACTION 6 :** PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME AU SEIN DU CONSUPE

Elle a pour objectif la promotion de la cohésion au sein de l'Institution, et présente comme indicateur de performance le nombre de personnels formés à la sensibilisation interculturelle. Deux activités seront déployées pour sa mise en œuvre :

- **Promotion du Bilinguisme** dont l'objectif est de valorisation de l'unité nationale grâce au bilinguisme et présente comme extrant attendu **une proportion de 70 % de personnels bilingues dans les effectifs du CONSUPE**.
- **Promotion du multiculturalisme** dont l'objectif est de garantir le renforcement de la coexistence pacifique et l'intégration de diverses cultures au sein de l'Institution. Son extrant attendu pour l'exercice 2026 est **une proportion de 30% d'employés issus de différents groupes diversifiés**.

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2024	2025	2026	2027	2028	
<b>PROGRAMME 142</b> GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ÉTAT										
<b>ACTION 0</b> PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE										
<b>ACTION 1</b> AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES										
<b>ACTION 2</b> GESTION DE L'INFORMATION										
<b>ACTION 3</b> COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT										
<b>ACTION 4</b> PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-ÉVALUATION DES ACTIONS DU CONSUPE										

<p><b>ACTION 5</b> APPUI AUX AFFAIRES JURIDIQUES, À LA TRADUCTION ET À LA LIAISON</p>						
<p><b>ACTION 6</b> PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME AU SEIN DU CONSUPE</p>						

■ 1.2.3. Description de la prise en compte des politiques thematiques par programme

La prise en compte du genre dans les services du CONSUPE est liée à la spécificité de son organisation et son fonctionnement.

En effet le CONSUPE est une Administration de mission dont les services ne sont pas directs ou ouverts aux usagers comme c’est le cas des administrations. Toute chose qui réduit considérablement les discriminations qui peuvent naitre dans l’accueil des publics hommes, femmes, personnes handicapées etc.

En outre, le CONSUPE est une Administration de souveraineté pour laquelle une partie de ses actions sont empreintes des consignes particulières venant de la Haute Hiérarchie de l’Etat. Limitant ainsi la marge de manœuvre permettant la gestion des questions liées à la problématique du genre.

Au demeurant, la problématique du genre au sein de l’Institution est essentiellement orientée vers les actions de formation et de sensibilisation à l’interne s’agissant des membres du personnel du CONSUPE, et à l’externe, pour ce qui est des ordonnateurs, contrôleurs et surveillants de crédits publics. La mesure de la performance étant faite à travers le nombre ou la proportion des acteurs hommes et femmes formés ou sensibilisés.

■ 1.2.3.1. Description de la prise en compte du genre par programme

La problématique du genre est prise en compte dans les activités et la performance du programme 140 : renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique. Dans ce programme, elle est essentiellement orientée d’une part, vers les actions de formation et de sensibilisation des acteurs de la gestion des finances publique. Les indicateurs de performance dans ce cas captent la part des bénéficiaires des formations et des campagnes de sensibilisation désagrégée par sexe, ainsi que l’accès à la formation désagrégé par sexe et la part des bénéficiaires d’une formation spécialisée désagrégée par sexe. C’est ainsi qu’on y retrouve les indicateurs suivants :

- proportion d’acteurs de la gestion des finances publiques hommes et femmes formés au niveau du programme 140 : renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique ;
- proportion d’ordonnateurs, de gestionnaires des crédits publics hommes et femmes formés et/ou sensibilisés au niveau de l’action 0 : appui au renforcement des capacités des ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics ;
- nombre d’ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics hommes et femmes formés et/ou sensibilisés par an au niveau de l’activité : : formation et sensibilisation des ordonnateurs et gestionnaires des crédits des administrations publiques, des collectivités territoriales décentralisées, des établissements et entreprises publics à la protection de la fortune publique ;
- proportion d’auditeurs du secteur publics hommes et femmes formés, au niveau de l’action 1 : appui et renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des

audits internes des administrations publiques des collectivités territoriales décentralisées, des établissements et entreprises du secteur public ;  
nombre d'auditeurs internes hommes et femmes formés par an, au niveau de l'activité :  
formation continue et certifiante des personnels des audits internes ;  
proportion des membres des personnels ; hommes et femmes formés, au niveau de l'action : renforcement des capacités institutionnelles organisationnelles et techniques du CONSUPE ;  
nombre des membres des personnels ; hommes et femmes formés, au niveau de l'activité : formation initiale, continue et certifiante du personnel de l'ISC.

Le programme 141 : CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS intègre également la problématique du genre dans la mise en œuvre de ses activités majeures que sont : la Réalisation des missions d'audit et de contrôle, la réalisation des missions de suivi des recommandations formulées à l'issue des missions de contrôle et d'audit, la Réalisation des missions de recoupement du CDBF, bien qu'il soit difficile de capter à l'état actuel du cadre logique, la performance désagrégée par sexe. Il en est de même du programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ÉTAT.

- 1.2.3.2. Description de la prise en compte du climat par programme
- 1.2.3.3. Description de la prise en compte de l'import-substitution par programme

**2.**

**APERÇU DU BILAN FINANCIER**



2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

2.1.1. Exécution financière des dépenses du programme 067 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par action

TABLEAU.1: Exécution financière des dépenses du programme 067 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 067	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 - DEVELOPPEMENT ET DIFFUSION DES OUTILS ET PROCEDURES D'AUDIT INTERNE	10 200	10 200	10 200	10 200	100,00 %	100,00 %	15 300	15 300	6 800	1 650	44,44 %	10,78 %
02 - RENFORCER LES CAPACITES DES AUDITEURS INTERNES, ORDONNATEURS, DES GESTIONNAIRES ET GERANTS DES CREDITS PUBLICS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES	152 150	152 150	152 150	152 150	100,00 %	100,00 %	10 200	10 200	10 200	7 650	100,00 %	75,00 %
03 - RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIERE	187 000	187 000	187 000	187 000	100,00 %	100,00 %	504 550	504 550	465 974	465 974	92,35 %	92,35 %
04 - APPUI CONSEIL AU GOUVERNEMENT SUR LES QUESTION DE GOUVERNANCE	0	0			0,00 %	0,00 %	0	0	0	0	0,00 %	0,00 %
05 - DEVELOPPEMENT DES MECANISMES D'ALERTE EN MATIERE DE CORRUPTION ET DE DETOURNEMENTS DES FONDS PUBLICS	12 750	12 750	12 750	12 750	100,00 %	100,00 %	19 450	19 450	14 448	5 949	74,28 %	30,58 %
06 - RENFORCEMENT DE LA COOPERATION NATIONALE ET INTERNATIONALE	19 550	19 550	19 550	19 550	100,00 %	100,00 %	264 350	264 350	255 850	13 600	96,78 %	5,14 %
<b>TOTAL PROGRAMME 067</b>	<b>381 650</b>	<b>381 650</b>	<b>381 649</b>	<b>381 649</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>813 850</b>	<b>813 850</b>	<b>753 272</b>	<b>494 823</b>	<b>92,56 %</b>	<b>60,80 %</b>

2.1.2. Exécution financière des dépenses du programme 076 - Audits, contrôle et sanctions, par action

TABLEAU.2: Exécution financière des dépenses du programme 076 - Audits, contrôle et sanctions

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 076	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 - INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS	2 302 508	2 302 508	2 302 506	2 302 506	100,00 %	100,00 %	1 927 712	1 927 712	1 158 910	183 848	60,12 %	9,54 %
02 - SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	246 400	246 400	246 400	246 400	100,00 %	100,00 %	285 700	285 700	281 450	31 450	98,51 %	11,01 %
<b>TOTAL PROGRAMME 076</b>	<b>2 548 908</b>	<b>2 548 908</b>	<b>2 548 906</b>	<b>2 548 906</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 213 412</b>	<b>2 213 412</b>	<b>1 440 360</b>	<b>215 298</b>	<b>65,07 %</b>	<b>9,73 %</b>

■ 2.1.3. Exécution financière des dépenses du programme 077 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par action

TABLEAU.3: Exécution financière des dépenses du programme 077 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 077	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 - MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES EFFICACES	58 650	58 650	58 632	58 632	99,97 %	99,97 %	71 400	71 400	59 500	59 500	83,33 %	83,33 %
02 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	396 900	396 900	396 900	396 900	100,00 %	100,00 %	481 200	481 200	338 988	333 038	70,45 %	69,21 %
03 - RENFORCEMENT DE CAPACITES PROFESSIONNELLES DES PERSONNELS DU CONSUPE	28 250	28 250	28 250	28 250	100,00 %	100,00 %	68 000	68 000	8 500	0	12,50 %	0,00 %
04 - AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL	365 569	365 569	338 467	338 467	92,59 %	92,59 %	5 032 527	2 016 650	381 913	100 850	7,59 %	5,00 %
05 - PLANIFICATION ET GESTION BUDGETAIRE	98 200	98 200	98 200	98 200	100,00 %	100,00 %	141 000	141 000	71 250	71 250	50,53 %	50,53 %
06 - GESTION DU SYSTÈME D'INFORMATION ET PRODUCTION STATISTIQUE	11 900	11 900	11 900	11 900	100,00 %	100,00 %	17 000	17 000	17 000	17 000	100,00 %	100,00 %
07 - GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET INFORMATIONS DES USAGERS	23 800	23 800	23 794	23 794	99,98 %	99,98 %	28 475	28 475	28 475	5 525	100,00 %	19,40 %
08 - PILOTAGE, COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	621 550	621 550	621 546	621 546	100,00 %	100,00 %	484 875	484 875	448 620	373 971	92,52 %	77,13 %
09 - CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE DU FONCTIONNEMENT ET LA PERFORMANCE DES SERVICES	20 400	20 400	20 400	20 400	100,00 %	100,00 %	12 750	12 750	8 500	8 500	66,67 %	66,67 %
<b>TOTAL PROGRAMME 077</b>	<b>1 625 219</b>	<b>1 625 219</b>	<b>1 598 089</b>	<b>1 598 089</b>	<b>98,33 %</b>	<b>98,33 %</b>	<b>6 337 227</b>	<b>3 321 350</b>	<b>1 362 746</b>	<b>969 634</b>	<b>21,50 %</b>	<b>29,19 %</b>

■ 2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE

■ 2.2.1. Exécution financière des dépenses du programme 067 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par nature de dépenses

TABLEAU.4: Exécution financière des dépenses du programme 067 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 067	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
FONCTIONNEMENT	381 650	381 650	381 649	381 649	100,00 %	100,00 %	813 850	813 850	753 272	494 823	92,56 %	60,80 %
SALAIRES	0	0	0	0	0,00 %	0,00 %	485 000	485 000	463 425	463 425	95,55 %	95,55 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	381 650	381 650	381 649	381 649	100,00 %	100,00 %	328 850	328 850	289 847	31 398	88,14 %	9,55 %
<b>TOTAL PROGRAMME 067</b>	<b>381 650</b>	<b>381 650</b>	<b>381 649</b>	<b>381 649</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>813 850</b>	<b>813 850</b>	<b>753 272</b>	<b>494 823</b>	<b>92,56 %</b>	<b>60,80 %</b>

2.2.2. Exécution financière des dépenses du programme 076 - Audits, contrôle et sanctions, par nature de dépenses

TABLEAU.5: Exécution financière des dépenses du programme 076 - Audits, contrôle et sanctions, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 076	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
FONCTIONNEMENT	2 548 908	2 548 908	2 548 906	2 548 906	100,00 %	100,00 %	2 213 412	2 213 412	1 440 360	215 298	65,07 %	9,73 %
SALAIRES	1 090 958	1 090 958	1 090 958	1 090 958	100,00 %	100,00 %	762 000	762 000	0	0	0,00 %	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	3 000	3 000	3 000	3 000	100,00 %	100,00 %	0	0	0	0	0,00 %	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 454 950	1 454 950	1 454 947	1 454 947	100,00 %	100,00 %	1 451 412	1 451 412	1 440 360	215 298	99,24 %	14,83 %
<b>TOTAL PROGRAMME 076</b>	<b>2 548 908</b>	<b>2 548 908</b>	<b>2 548 906</b>	<b>2 548 906</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 213 412</b>	<b>2 213 412</b>	<b>1 440 360</b>	<b>215 298</b>	<b>65,07 %</b>	<b>9,73 %</b>

2.2.3. Exécution financière des dépenses du programme 077 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par nature de dépenses

TABLEAU.6: Exécution financière des dépenses du programme 077 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 077	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
FONCTIONNEMENT	1 494 150	1 494 150	1 494 118	1 494 118	100,00 %	100,00 %	1 521 350	1 521 350	1 120 899	969 634	73,68 %	63,74 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	407 000	407 000	407 000	407 000	100,00 %	100,00 %	420 000	420 000	299 888	299 888	71,40 %	71,40 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 087 150	1 087 150	1 087 118	1 087 118	100,00 %	100,00 %	1 101 350	1 101 350	821 011	669 746	74,55 %	60,81 %
INVESTISSEMENT	131 069	131 069	103 971	103 971	79,33 %	79,33 %	4 815 877	1 800 000	241 847	0	5,02 %	0,00 %
BIP RIO	131 069	131 069	103 971	103 971	79,33 %	79,33 %	4 815 877	1 800 000	241 847	0	5,02 %	0,00 %
<b>TOTAL PROGRAMME 077</b>	<b>1 625 219</b>	<b>1 625 219</b>	<b>1 598 089</b>	<b>1 598 089</b>	<b>98,33 %</b>	<b>98,33 %</b>	<b>6 337 227</b>	<b>3 321 350</b>	<b>1 362 746</b>	<b>969 634</b>	<b>21,50 %</b>	<b>29,19 %</b>

## ■ 2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

### ■ 2.3.1. Difficultés rencontrées

Le CONSUPE a fait face à un certain nombre de difficultés dans la mise en œuvre de ses programmes en 2024. Il s'agit sans être exhaustif de:

l'instabilité de la connexion internet, rendant difficile le traitement des actes de carrières dans le dispositif SIGIPES et des actes de gestion nécessitant l'utilisation de l'applications budgétaires PROBMIS;

l'absence des outils de gestion archivistiques limitant la collecte, le tri et le traitement des archives du CONSUPE (manuel de procédures archivistiques, cadre de classement, calendrier de conservation et d'élimination, catalogue des exigences de sécurisation, les différents bordereaux, la politique d'archivage) ;

la faible sécurisation des décisions du Conseil de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF) ;

la contrainte budgétaire qui au fil des années ne cesse de se resserrer et partant, limite les moyens d'action du CONSUPE;

la non opérationnalisation du système d'information statistique couplée à la faible qualité des indicateurs qui rendent difficile l'évaluation de la performance des programmes et des actions ;

l'absence d'encadrement juridique des avantages servis aux personnels notamment, les Indemnités pour Travaux Spéciaux (ITS) dont le montant adossé sur les Autres Dépenses de Personnel (ADP) ne cesse de décroître.

Outre ces difficultés, les activités menées par le CDBF ont été marqué par :

le doute et le discrédit jetés sur son rôle et ses missions au regard de l'interprétation fait des dispositions de la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques, dans le sens de l'évidage de cette Instance de ses attributions en matière de sanction des fautes de gestion ;

une intoxication de l'opinion et une lynchage médiatique du CDBF ;

une désinformation ayant été source de démobilisation du personnel voire des membres du CDBF ;

des procès au pénal intentés à tort contre les personnels du Secrétariat Permanent et contre les membres du CDBF pour « rébellion à la loi et abus de fonction » et même contre l'Etat du Cameroun au civil.

Par ailleurs, la mise en œuvre de ce programme, l'exercice budgétaire 2024 a connu la résiliation du contrat signé avec l'Entreprise BOFAS SARL pour les travaux de construction de l'immeuble devant accueillir le siège de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI) en seconde phase, le Maître d'ouvrage après avoir constaté la défaillance de l'entreprise en charge des travaux à poursuivre l'exécution de son marché, a procédé à la résiliation dudit marché par Décision n°24-00034/D/PR/CONSUPE/SG/DAG/SD-BMM/SMP/2024 du 03 avril 2024, qui à cette date cumulait un taux d'avancement de 31,25% à plus de 5 mois du terme des délais contractuels.

Parallèlement, le Maître d'ouvrage a suspendu à compter de la date de résiliation du marché des travaux le délai contractuel des prestations de la Maitrise d'œuvre, par Ordre Service n°003/OS/PR/CONSUPE/SG/DAG/SD-BMM/SMP/2024 du 10 Juin 2024, avec un taux d'avancement de 24.89%.

A ces difficultés, il faut ajouter la contrainte du cadrage budgétaire. En effet, le CONSUPE fait face, depuis plusieurs années, à une raréfaction des ressources financières due à la contrainte du cadrage budgétaire dont l'enveloppe budgétaire globale tourne chaque année autour de 6 milliards de FCFA, dédiée en grande partie au salaire (1 milliard 200 millions), les investissements et la construction de l'immeuble AFROSAI (1 milliard 800 millions), les autres dépenses du personnel (400 millions), les charges récurrentes d'eau, d'électricité et de téléphone (300 millions) pour ne citer que ces dépenses fixes.

### ■ 2.3.2. Propositions de solutions

Au regard des difficultés surélevées et face aux leçons apprises, le CONSUPE envisage les propositions de solutions :

- envisager l'encadrement juridique des avantages servis aux personnels et notamment les ITS ;
- améliorer le cadrage budgétaire des ADP afin de permettre la soutenabilité budgétaire du minimum d'ITS servi aux personnels ;
- mettre en place l'Unité de gestion des marchés publics « SIGAM » ;
- mener un plaidoyer pour une la mise à jour et un meilleur encadrement juridique des activités du CDBF.

En outre et dans la perspective de l'achèvement des travaux de construction de l'immeuble devant accueillir le siège du Secrétariat de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieure de Contrôle des Finances publiques (AFROSAI), accélérer le processus de contractualisation des travaux résiduels et la consommation des crédits alloués.

- 2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SPECIFIQUES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS
- 2.4.1. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES DÉPENSES GENRE SENSIBLE PAR PROGRAMMES ET ACTIONS
- 2.4.1.1. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

TABLEAU.7: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par action

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 140	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
0 - APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS												
1 - APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC												
2 - RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE												
3 - RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE												
4 - DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES												
<b>TOTAL PROGRAMME 140</b>												

- 2.4.1.2. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions

TABLEAU.8: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 141	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
<b>TOTAL PROGRAMME 141</b>												

2.4.1.3. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état

TABLEAU.9: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 142	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
0 - PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE												
1 - AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES												
3 - COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT												
<b>TOTAL PROGRAMME 142</b>												

2.4.2. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES DÉPENSES SENSIBLES AU CLIMAT PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

2.4.2.1. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

TABLEAU.10: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par action

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 140	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
<b>TOTAL PROGRAMME 140</b>												

■ 2.4.2.2. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions

TABLEAU.11: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions, par action

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 141	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
TOTAL PROGRAMME 141												

■ 2.4.2.3. Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état

TABLEAU.12: Exécution financière des dépenses sensibles au climat du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par action

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 142	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES												
TOTAL PROGRAMME 142												

■ 2.4.3. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES DÉPENSES D'IMPORT-SUBSTITUTION PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

■ 2.4.3.1. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

TABLEAU.13: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, par action

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 140	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
TOTAL PROGRAMME 140												

■ 2.4.3.2. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions

TABLEAU.14: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions, par action

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 141	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
TOTAL PROGRAMME 141												

■ 2.4.3.3. Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état

TABLEAU.15: Exécution financière des dépenses d'import-substitution du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état, par action

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 142	2024						2025					
	Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.		Montant révisé		Montant exécuté		Taux exéc.	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
TOTAL PROGRAMME 142												



**3.**

**PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028)  
DES DÉPENSES**



- 3.1. SYNTHÈSE DE LA PROGRAMMATION (2026-2028) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE
- 3.1.1. Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2026-2028)

TABLEAU.16: Vérification des contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCEA

	2025	Ecart entre CBMT et CDMT 2026-2028								
		2026			2027			2028		
		CBMT	CDMT	Ecart(*)	CBMT	CDMT	Ecart(*)	CBMT	CDMT	Ecart(*)
<b>DEPENSES COURANTES</b>										
SALAIRES	1 262 000	1 161 407	1 161 407	0	1 219 478	1 219 478	0	1 280 452	1 280 452	0
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	420 000	420 000	420 000	0	420 002	420 002	0	420 002	420 002	0
AUTRES BIENS ET SERVICES	3 118 000	3 118 001	3 118 001	0	3 118 002	3 118 002	0	3 118 004	3 118 004	0
C2D COURANT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DEPENSES COURANTES</b>	<b>4 800 000</b>	<b>4 699 408</b>	<b>4 699 408</b>	<b>0</b>	<b>4 757 482</b>	<b>4 757 482</b>	<b>0</b>	<b>4 818 458</b>	<b>4 818 458</b>	<b>0</b>
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>										
RIO INVESTISSEMENT	1 800 000	1 900 000	1 900 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0
FINEX	0	0		0	0		0	0		0
PLAN D'URGENCE	0	0		0	0		0	0		0
C2D INVESTISSEMENT	0	0		0	0		0	0		0
<b>TOTAL DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>0</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>0</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 600 000</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 599 408</b>	<b>0</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 557 482</b>	<b>0</b>	<b>6 618 458</b>	<b>6 618 458</b>	<b>0</b>

\*(Ecart = CDMT - CBMT)

- 3.1.2. Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre par programme (AE,CP)

TABLEAU.17: Synthèse de la programmation des dépenses par programme

EN MILLIERS ECEA

Programme	MONTANT CP 2025		MONTANT CP 2026		MONTANT CP 2027		MONTANT CP 2028	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
140 - RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE			1 034 407	1 034 407	1 067 478	1 067 478	948 452	948 452
141 - CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS			1 801 000	1 801 000	1 812 000	1 812 000	1 881 000	1 881 000
142 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT			3 764 001	3 764 001	3 678 004	3 678 004	3 789 006	3 789 006
<b>Total</b>			<b>6 599 408</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 618 458</b>	<b>6 618 458</b>

### 3.1.3. Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre en ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.18: Synthèse de la programmation des dépenses par programme en ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>4 800 000</b>	<b>3 309 000</b>	<b>1 390 408</b>	<b>4 699 408</b>	<b>3 388 002</b>	<b>1 369 480</b>	<b>4 757 482</b>	<b>3 280 002</b>	<b>1 538 456</b>	<b>4 818 458</b>
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>1 682 000</b>	<b>1 148 407</b>	<b>433 000</b>	<b>1 581 407</b>	<b>1 206 480</b>	<b>433 000</b>	<b>1 639 480</b>	<b>1 148 454</b>	<b>552 000</b>	<b>1 700 454</b>
Salaires	1 262 000	811 407	350 000	1 161 407	869 478	350 000	1 219 478	811 452	469 000	1 280 452
Autres dépenses de personnel	420 000	337 000	83 000	420 000	337 002	83 000	420 002	337 002	83 000	420 002
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>3 118 000</b>	<b>2 160 593</b>	<b>957 408</b>	<b>3 118 001</b>	<b>2 181 522</b>	<b>936 480</b>	<b>3 118 002</b>	<b>2 131 548</b>	<b>986 456</b>	<b>3 118 004</b>
Autres biens et services	3 118 000	2 160 593	957 408	3 118 001	2 181 522	936 480	3 118 002	2 131 548	986 456	3 118 004
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		<b>0</b>								
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		<b>0</b>								
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 824 500</b>	<b>75 500</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>0</b>	<b>1 800 000</b>	<b>770 000</b>	<b>1 030 000</b>	<b>1 800 000</b>
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		<b>140 000</b>		<b>140 000</b>	<b>130 000</b>		<b>130 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre		140 000		140 000	130 000		130 000	0		0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>				<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 684 500</b>	<b>75 500</b>	<b>1 760 000</b>	<b>1 670 000</b>	<b>0</b>	<b>1 670 000</b>	<b>770 000</b>	<b>1 030 000</b>	<b>1 800 000</b>

# PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES

CDMT 2026-2028 AJUSTÉ

BIP RIO	1 800 000	1 684 500	75 500	1 760 000	1 670 000	0	1 670 000	770 000	1 030 000	1 800 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>Total</b>	<b>6 600 000</b>	<b>5 133 500</b>	<b>1 465 908</b>	<b>6 599 408</b>	<b>5 188 002</b>	<b>1 369 480</b>	<b>6 557 482</b>	<b>4 050 002</b>	<b>2 568 456</b>	<b>6 618 458</b>

## 3.1.4. Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre en grandes masses

TABLEAU.19: Profil des dépenses 2026-2028

	2025	2026		2027		2028	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
		<i>EN MILLIERS FCEA</i>					
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>4 800 000</b>	<b>4 699 408</b>	<b>4 699 408</b>	<b>4 757 482</b>	<b>4 757 482</b>	<b>4 818 458</b>	<b>4 818 458</b>
<b>SALAIRES</b>	<b>1 262 000</b>	<b>1 161 407</b>	<b>1 161 407</b>	<b>1 219 478</b>	<b>1 219 478</b>	<b>1 280 452</b>	<b>1 280 452</b>
Salaires	1 262 000	1 161 407	1 161 407	1 219 478	1 219 478	1 280 452	1 280 452
<b>AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>420 000</b>	<b>420 000</b>	<b>420 000</b>	<b>420 002</b>	<b>420 002</b>	<b>420 002</b>	<b>420 002</b>
Autres dépenses de personnel	420 000	420 000	420 000	420 002	420 002	420 002	420 002
<b>AUTRES BIENS ET SERVICES</b>	<b>3 118 000</b>	<b>3 118 001</b>	<b>3 118 001</b>	<b>3 118 002</b>	<b>3 118 002</b>	<b>3 118 004</b>	<b>3 118 004</b>
Autres biens et services	3 118 000	3 118 001	3 118 001	3 118 002	3 118 002	3 118 004	3 118 004
<b>C2D COURANT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
C2D courant	0	0	0	0	0	0	0
<b>FINEX COURANT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
FINEX courant	0	0	0	0	0	0	0
<b>TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Bourse d'étude	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD	0	0	0	0	0	0	0
Transferts et subventions courants	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	0	0	0	0	0	0	0
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>
<b>RIO INVESTISSEMENT</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>
Transferts en capital aux CTD	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre	0	140 000	140 000	130 000	130 000	0	0
Rio Investissement	1 800 000	1 760 000	1 760 000	1 670 000	1 670 000	1 800 000	1 800 000

# PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES

CDMT 2026-2028 AJUSTÉ

Autres transferts et subventions en capital	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Contrepartie Dépense	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane	0	0	0	0	0	0	0
<b>FINEX</b>	<b>0</b>						
FINEX	0	0	0	0	0	0	0
<b>PLAN D'URGENCE</b>	<b>0</b>						
PLAN D'URGENCE	0	0	0	0	0	0	0
<b>C2D INVESTISSEMENT</b>	<b>0</b>						
C2D Investissement	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 600 000</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 618 458</b>	<b>6 618 458</b>

\*(Ecart = CDMT - CBMT)

## 3.1.5. Synthèse de programmation triennale (2026-2028) du chapitre en titre

TABLEAU.20: Profil des dépenses 2026-2028 par titre

	2025	2026		2027		2028	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
		EN MILLIERS ECEA					
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>1 682 000</b>	<b>1 581 407</b>	<b>1 581 407</b>	<b>1 639 480</b>	<b>1 639 480</b>	<b>1 700 454</b>	<b>1 700 454</b>
Salaires	1 262 000	1 161 407	1 161 407	1 219 478	1 219 478	1 280 452	1 280 452
Autres dépenses de personnel	420 000	420 000	420 000	420 002	420 002	420 002	420 002
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>3 118 000</b>	<b>3 258 001</b>	<b>3 258 001</b>	<b>3 248 002</b>	<b>3 248 002</b>	<b>3 118 004</b>	<b>3 118 004</b>
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre	0	140 000	140 000	130 000	130 000	0	0
Autres biens et services	3 118 000	3 118 001	3 118 001	3 118 002	3 118 002	3 118 004	3 118 004
FINEX courant	0	0	0	0	0	0	0
C2D courant	0	0	0	0	0	0	0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>	<b>0</b>						
Transferts en capital aux CTD	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts et subventions en capital	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	0	0	0	0	0	0	0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 760 000</b>	<b>1 760 000</b>	<b>1 670 000</b>	<b>1 670 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>
Rio Investissement	1 800 000	1 760 000	1 760 000	1 670 000	1 670 000	1 800 000	1 800 000

**PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES**

CDMT 2026-2028 AJUSTÉ

Fonds Contrepartie Dépense	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane	0	0	0	0	0	0	0
FINEX	0	0	0	0	0	0	0
C2D Investissement	0	0	0	0	0	0	0
PLAN D'URGENCE	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 600 000</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 557 482</b>	<b>6 618 458</b>	<b>6 618 458</b>

- 3.2.           **DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2026-2028) PAR PROGRAMME**
- 3.2.1.       **Detail de la programmation pour le programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique**
- 3.2.1.1      **Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles**

TABLEAU.21: Programmation des dépenses du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 140	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>461 407</b>	<b>0</b>	<b>461 407</b>	<b>469 478</b>	<b>0</b>	<b>469 478</b>	<b>350 452</b>	<b>0</b>	<b>350 452</b>
Salaires		461 407	0	461 407	469 478	0	469 478	350 452	0	350 452
Autres dépenses de personnel		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		<b>205 000</b>	<b>368 000</b>	<b>573 000</b>	<b>230 000</b>	<b>368 000</b>	<b>598 000</b>	<b>230 000</b>	<b>368 000</b>	<b>598 000</b>
Autres biens et services		205 000	368 000	573 000	230 000	368 000	598 000	230 000	368 000	598 000
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		<b>0</b>								
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
BIP RIO				0			0			0
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		<b>0</b>								

**PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES**

CDMT 2026-2028 AJUSTÉ

Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>666 407</b>	<b>368 000</b>	<b>1 034 407</b>	<b>699 478</b>	<b>368 000</b>	<b>1 067 478</b>	<b>580 452</b>	<b>368 000</b>	<b>948 452</b>

**TABLEAU.22: Programmation des dépenses du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle**

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 140	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>DEPENSES COURANTES</b>		<b>666 407</b>	<b>368 000</b>	<b>1 034 407</b>	<b>699 478</b>	<b>368 000</b>	<b>1 067 478</b>	<b>580 452</b>	<b>368 000</b>	<b>948 452</b>
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>461 407</b>	<b>0</b>	<b>461 407</b>	<b>469 478</b>	<b>0</b>	<b>469 478</b>	<b>350 452</b>	<b>0</b>	<b>350 452</b>
Salaires		461 407	0	461 407	469 478	0	469 478	350 452	0	350 452
Autres dépenses de personnel		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		<b>205 000</b>	<b>368 000</b>	<b>573 000</b>	<b>230 000</b>	<b>368 000</b>	<b>598 000</b>	<b>230 000</b>	<b>368 000</b>	<b>598 000</b>
Autres biens et services		205 000	368 000	573 000	230 000	368 000	598 000	230 000	368 000	598 000
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>				<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>				<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>				<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
BIP RIO				0			0			0
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>Total</b>		<b>666 407</b>	<b>368 000</b>	<b>1 034 407</b>	<b>699 478</b>	<b>368 000</b>	<b>1 067 478</b>	<b>580 452</b>	<b>368 000</b>	<b>948 452</b>

■ 3.2.1.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.23: Programmation des dépenses du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par actions et activités

PROGRAMME 140	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>ACTION 0 - APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS</b>		0	10 000	10 000	5 000	0	5 000	5 000	0	5 000
111400G001 - Formation et sensibilisation des ordonnateurs et gestionnaires des crédits des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics à la protection de la fortune publique				0			0			0
111400G003 - Elaboration et diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques au profit des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics		0	10 000	10 000	5 000	0	5 000	5 000	0	5 000
<b>ACTION 1 - APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC</b>		100 000		100 000	100 000		100 000	100 000		100 000
111400G002 - Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne		100 000		100 000	100 000		100 000	100 000		100 000
<b>ACTION 2 - RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE</b>		30 000	20 000	50 000	50 000	20 000	70 000	50 000	20 000	70 000
111401G001 - Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne			20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000
111401G002 - Formation continue et certifiante des personnels des Audits internes		30 000		30 000	50 000		50 000	50 000		50 000
<b>ACTION 3 - RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE</b>		15 000	25 000	40 000	15 000	25 000	40 000	15 000	25 000	40 000
111402G001 - Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires non institutionnels de la protection de la fortune publique			10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
111402G002 - Sensibilisation des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique		15 000	15 000	30 000	15 000	15 000	30 000	15 000	15 000	30 000
<b>ACTION 4 - DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>		15 000	248 000	263 000	15 000	263 000	278 000	15 000	258 000	273 000
111403G001 - Rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF			25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000
111403G002 - Mise en œuvre du plan d'action du Secrétariat du CREFIAF			10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
111403G003 - Mise en œuvre des engagements internationaux			20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000
111403G004 - Organisation des fora et séminaires internationaux		15 000	25 000	40 000	15 000	25 000	40 000	15 000	25 000	40 000
111403G005 - Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires institutionnels et non institutionnels de la protection de la fortune publique			35 000	35 000		35 000	35 000		35 000	35 000
111404G001 - Mise en place d'un cadre des plates formes et forum d'échanges avec les autres structure de contrôle des finances publiques			10 000	10 000		15 000	15 000		15 000	15 000
111404G002 - Rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF			10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
111404G003 - Mise en place des mécanismes d'alerte			5 000	5 000		15 000	15 000		10 000	10 000
111404G004 - Réalisation des missions de contrôle en procédure d'urgence			108 000	108 000		108 000	108 000		108 000	108 000
111404G005 - Mise en œuvre du plan d'action du Secrétariat du CREFIAF				0			0			0
<b>ACTION 5 - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES DU CONSUPE</b>		506 407	65 000	571 407	514 478	60 000	574 478	395 452	65 000	460 452
111405G001 - Développement et mise à jour des outils et procédures d'audit externe			20 000	20 000		15 000	15 000		20 000	20 000
111405G002 - Formation initiale, continue et certifiante du personnel de l'ISC		506 407	45 000	551 407	514 478	45 000	559 478	395 452	45 000	440 452
<b>Total</b>		<b>666 407</b>	<b>368 000</b>	<b>1 034 407</b>	<b>699 478</b>	<b>368 000</b>	<b>1 067 478</b>	<b>580 452</b>	<b>368 000</b>	<b>948 452</b>

EN MILLIERS ECEA

- 3.2.2.      Detail de la programmation pour le programme 141 - Contrôle, audits et sanctions
- 3.2.2.1     Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.24: Programmation des dépenses du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCEA

PROGRAMME 141	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		0	360 000	360 000	0	360 000	360 000	0	479 000	479 000
Salaires		0	350 000	350 000	0	350 000	350 000	0	469 000	469 000
Autres dépenses de personnel		0	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	10 000	10 000
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		1 176 000	265 000	1 441 000	1 176 000	276 000	1 452 000	1 126 000	276 000	1 402 000
Autres biens et services		1 176 000	265 000	1 441 000	1 176 000	276 000	1 452 000	1 126 000	276 000	1 402 000
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				0			0			0
BIP RIO				0			0			0
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		1 176 000	625 000	1 801 000	1 176 000	636 000	1 812 000	1 126 000	755 000	1 881 000

TABLEAU.25: Programmation des dépenses du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 141	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>DEPENSES COURANTES</b>		1 176 000	625 000	1 801 000	1 176 000	636 000	1 812 000	1 126 000	755 000	1 881 000
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		0	360 000	360 000	0	360 000	360 000	0	479 000	479 000
Salaires		0	350 000	350 000	0	350 000	350 000	0	469 000	469 000
Autres dépenses de personnel		0	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	10 000	10 000
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		1 176 000	265 000	1 441 000	1 176 000	276 000	1 452 000	1 126 000	276 000	1 402 000
Autres biens et services		1 176 000	265 000	1 441 000	1 176 000	276 000	1 452 000	1 126 000	276 000	1 402 000
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>				0			0			0
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>				0			0			0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre				0			0			0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>				0			0			0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				0			0			0
BIP RIO				0			0			0
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>Total</b>		1 176 000	625 000	1 801 000	1 176 000	636 000	1 812 000	1 126 000	755 000	1 881 000

### 3.2.2.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.26: Programmation des dépenses du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par actions et activités

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 141	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>ACTION 0 - INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS ET CONTRÔLES</b>		<b>1 032 000</b>	<b>157 000</b>	<b>1 189 000</b>	<b>1 032 000</b>	<b>150 000</b>	<b>1 182 000</b>	<b>982 000</b>	<b>150 000</b>	<b>1 132 000</b>
111410G001 - Réalisation des missions de suivi des recommandations formulées à l'issue des missions de contrôle et d'audit			32 000	32 000		30 000	30 000		30 000	30 000
111410G002 - Gestion de la documentation technique des audits			5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000
111410G003 - Réalisation des missions d'audit et de contrôle (DIAP, DICTD, DIEPOS, DIESP)		1 000 000		1 000 000	1 000 000		1 000 000	950 000		950 000
111410G004 - Management de la qualité des missions de contrôle et d'audit du CONSUPE		32 000	10 000	42 000	32 000	10 000	42 000	32 000	10 000	42 000
111410G005 - PProduction et validation du rapport annuel sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques			35 000	35 000		35 000	35 000		35 000	35 000
111410G006 - Assurance qualité des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et ses démembrements			10 000	10 000		5 000	5 000		5 000	5 000
111410G007 - Collecte, mise à jour et exploitation des dossiers permanents des Administrations Publiques et autres Entités de l'Etat			65 000	65 000		65 000	65 000		65 000	65 000
<b>ACTION 1 - SYSTÉMATISATION DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDÉLICATS</b>		<b>144 000</b>	<b>468 000</b>	<b>612 000</b>	<b>144 000</b>	<b>486 000</b>	<b>630 000</b>	<b>144 000</b>	<b>605 000</b>	<b>749 000</b>
111411G001 - Examen des rapports des rapporteurs du CDBF par les Comités Internes			5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000
111411G002 - Production et numérisation des décisions du CDBF			8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000
111411G003 - Suivi de l'exécution des décisions du CDBF			20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000
111411G004 - Défense des intérêts de l'Etat en justice en matière des irrégularités de gestion			35 000	35 000		35 000	35 000		35 000	35 000
111411G005 - Réalisation des mission de recoupement du CDBF		14 000		14 000	14 000		14 000	14 000		14 000
111411G006 - Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs, gérants et surveillants des crédits publics indélégables devant le Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF)		130 000		130 000	130 000		130 000	130 000		130 000
111411G007 - Elaboration et vulgarisation des outils de sanction			7 000	7 000		7 000	7 000		7 000	7 000
111411G008 - Etude des dossiers de saisine			7 000	7 000		7 000	7 000		7 000	7 000
111411G009 - collecte et analyse des données statistiques			4 000	4 000		22 000	22 000		22 000	22 000
111411G010 - Management de la qualité			382 000	382 000		382 000	382 000		501 000	501 000
<b>Total</b>		<b>1 176 000</b>	<b>625 000</b>	<b>1 801 000</b>	<b>1 176 000</b>	<b>636 000</b>	<b>1 812 000</b>	<b>1 126 000</b>	<b>755 000</b>	<b>1 881 000</b>

### 3.2.3. Detail de la programmation pour le programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état

■ 3.2.3.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.27: Programmation des dépenses du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 142	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>687 000</b>	<b>73 000</b>	<b>760 000</b>	<b>737 002</b>	<b>73 000</b>	<b>810 002</b>	<b>798 002</b>	<b>73 000</b>	<b>871 002</b>
Salaires		350 000	0	350 000	400 000	0	400 000	461 000	0	461 000
Autres dépenses de personnel		337 000	73 000	410 000	337 002	73 000	410 002	337 002	73 000	410 002
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		<b>919 593</b>	<b>324 408</b>	<b>1 244 001</b>	<b>905 522</b>	<b>292 480</b>	<b>1 198 002</b>	<b>775 548</b>	<b>342 456</b>	<b>1 118 004</b>
Autres biens et services		779 593	324 408	1 104 001	775 522	292 480	1 068 002	775 548	342 456	1 118 004
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre		140 000		140 000	130 000		130 000	0		0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 684 500</b>	<b>75 500</b>	<b>1 760 000</b>	<b>1 670 000</b>	<b>0</b>	<b>1 670 000</b>	<b>770 000</b>	<b>1 030 000</b>	<b>1 800 000</b>
BIP RIO		1 684 500	75 500	1 760 000	1 670 000	0	1 670 000	770 000	1 030 000	1 800 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>3 291 093</b>	<b>472 908</b>	<b>3 764 001</b>	<b>3 312 524</b>	<b>365 480</b>	<b>3 678 004</b>	<b>2 343 550</b>	<b>1 445 456</b>	<b>3 789 006</b>

TABLEAU.28: Programmation des dépenses du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS ECEA

PROGRAMME 142	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>DEPENSES COURANTES</b>		1 466 593	397 408	1 864 001	1 512 524	365 480	1 878 004	1 573 550	415 456	1 989 006
<b>T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		687 000	73 000	760 000	737 002	73 000	810 002	798 002	73 000	871 002
Salaires		350 000	0	350 000	400 000	0	400 000	461 000	0	461 000
Autres dépenses de personnel		337 000	73 000	410 000	337 002	73 000	410 002	337 002	73 000	410 002
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		779 593	324 408	1 104 001	775 522	292 480	1 068 002	775 548	342 456	1 118 004
Autres biens et services		779 593	324 408	1 104 001	775 522	292 480	1 068 002	775 548	342 456	1 118 004
C2D courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX courant		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tranferts et subventions courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bourse d'étude		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants aux E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>T6.AUTRES DÉPENSES</b>		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Dépenses		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>		1 824 500	75 500	1 900 000	1 800 000	0	1 800 000	770 000	1 030 000	1 800 000
<b>T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES</b>		140 000		140 000	130 000		130 000	0		0
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre		140 000		140 000	130 000		130 000	0		0
<b>T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT</b>				0			0			0
Transferts en capital aux CTD				0			0			0
Autres tranferts et subventions en capital				0			0			0
Transferts en capital aux E.P.				0			0			0
<b>T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		1 684 500	75 500	1 760 000	1 670 000	0	1 670 000	770 000	1 030 000	1 800 000
BIP RIO		1 684 500	75 500	1 760 000	1 670 000	0	1 670 000	770 000	1 030 000	1 800 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D Investissement				0			0			0
Fonds Contrepartie Dépense				0			0			0
Fonds Contrepartie Taxe/Douane				0			0			0
<b>Total</b>		3 291 093	472 908	3 764 001	3 312 524	365 480	3 678 004	2 343 550	1 445 456	3 789 006

### 3.2.3.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.29: Programmation des dépenses du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par actions et activités

EN MILLIERS ECFA

PROGRAMME 142	LF 2025	2026			2027			2028		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
<b>ACTION 0 - PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE</b>		<b>499 593</b>	<b>64 000</b>	<b>563 593</b>	<b>495 522</b>	<b>64 000</b>	<b>559 522</b>	<b>495 548</b>	<b>64 000</b>	<b>559 548</b>
111420G001 - Coordination des activités		39 000		39 000	39 000		39 000	39 000		39 000
111420G002 - Appui aux structures spécialisées		30 000	54 000	84 000	25 000	54 000	79 000	25 000	54 000	79 000
111420G003 - Assistance et conseil au MINDEL		45 000		45 000	45 000		45 000	45 000		45 000
111420G004 - Maitrise des Charges récurrentes		194 593		194 593	195 522		195 522	195 548		195 548
111420G005 - Gestion courante des affaires générales		55 000		55 000	55 000		55 000	55 000		55 000
111420G006 - Pilotage institutionnel		110 000		110 000	110 000		110 000	110 000		110 000
111420G007 - Evaluation de la performance des services		26 000		26 000	26 000		26 000	26 000		26 000
111420G008 - Surveillance du système de gestion qualité			10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
<b>ACTION 1 - AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES</b>		<b>2 678 500</b>	<b>229 500</b>	<b>2 908 000</b>	<b>2 704 000</b>	<b>169 000</b>	<b>2 873 000</b>	<b>1 735 000</b>	<b>1 149 000</b>	<b>2 884 000</b>
111421G001 - Assainissement, Gestion des actes de carrière et des pensions		34 000	8 000	42 000	34 000	8 000	42 000	34 000	8 000	42 000
111421G002 - Amélioration des conditions de travail des personnels		50 000	15 000	65 000	50 000	15 000	65 000	50 000	15 000	65 000
111421G003 - Maitrise des charges du personnel		650 000	15 000	665 000	700 000	15 000	715 000	761 000	15 000	776 000
111421G004 - Modernisation du parc matériel et infrastructurel		264 500	75 500	340 000	325 000	0	325 000	770 000	1 030 000	1 800 000
111421G005 - Gestion rationnelle du parc matériel et infrastructurel		120 000		120 000	120 000		120 000	120 000		120 000
111421G006 - Suivi, contrôle et évaluation des projets d'investissements			87 000	87 000		117 000	117 000		77 000	77 000
111421G007 - Construction et équipement de l'immeuble siège de l'AFROSAI		1 560 000		1 560 000	1 475 000		1 475 000	0		0
111421G008 - Acquisition des outils de gestion des archives et de la bibliothèque			25 000	25 000		10 000	10 000		0	0
111421G009 - Gestion et maintenance des ressources documentaires et d'informations			4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000
<b>ACTION 2 - GESTION DE L'INFORMATION</b>		<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>
111422G001 - Mise en place du système d'information statistique (SIS) du CONSUPE		10 000		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000
111422G002 - Elaboration et mise à jour des documents statistiques		10 000		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000
111422G003 - Sécurisation des ressources documentaires et des données numériques de l'Institution				0			0			0
<b>ACTION 3 - COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT</b>		<b>15 000</b>	<b>45 000</b>	<b>60 000</b>	<b>15 000</b>	<b>45 000</b>	<b>60 000</b>	<b>15 000</b>	<b>45 000</b>	<b>60 000</b>
111423G001 - Gestion du protocole et de la communication		15 000	25 000	40 000	15 000	25 000	40 000	15 000	25 000	40 000
111423G002 - Participation aux activités de promotion de l'image de l'Institution			20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000
111423G003 - Mise œuvre des activités de la cellule des relations avec les partenaires institutionnels et la société civile				0			0			0
<b>ACTION 4 - PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-ÉVALUATION DES ACTIONS DU CONSUPE</b>		<b>78 000</b>	<b>60 000</b>	<b>138 000</b>	<b>78 002</b>	<b>51 000</b>	<b>129 002</b>	<b>78 002</b>	<b>51 000</b>	<b>129 002</b>
111424G001 - Planification et Suivi de la mise en œuvre des politiques nationale et sectorielle de la gouvernance			15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000
111424G002 - Elaboration et actualisation des documents de la Chaîne PPBS		42 000	12 000	54 000	42 000	12 000	54 000	42 000	12 000	54 000
111424G003 - Participation aux activités de préparation du budget		36 000	18 000	54 000	36 002	18 000	54 002	36 002	18 000	54 002
111424G004 - Mise en œuvre des activités de la Cellule de la Prospective, des Etudes Techniques des Programmes et Projets			15 000	15 000		6 000	6 000		6 000	6 000
<b>ACTION 5 - APPUI AUX AFFAIRES JURIDIQUES, À LA TRADUCTION ET À LA LIAISON</b>			<b>53 408</b>	<b>53 408</b>		<b>15 480</b>	<b>15 480</b>		<b>115 456</b>	<b>115 456</b>

**PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES**

CDMT 2026-2028 AJUSTÉ

111425G001 - Suivi du contentieux juridictionnel et alternatif			53 408	53 408		15 480	15 480		115 456	115 456	
111425G002 - Gestion de la traduction et liaison				0			0			0	
<b>ACTION 6 - PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME AU SEIN DU CONSUPE</b>			<b>21 000</b>	<b>21 000</b>		<b>21 000</b>	<b>21 000</b>		<b>21 000</b>	<b>21 000</b>	
111426G001 - Promotion du Bilinguisme			15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
111426G002 - Promotion du multiculturalisme			6 000	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000	
<b>Total</b>			<b>3 291 093</b>	<b>472 908</b>		<b>3 312 524</b>	<b>3 678 004</b>		<b>2 343 550</b>	<b>1 445 456</b>	<b>3 789 006</b>

**4.**

**ASPECTS SPECIFIQUES DE LA  
PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028)  
DES DÉPENSES**



#### 4.1. PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP)

TABLEAU.30: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des AEP

*EN MILLIERS FCEA*

Intitulé du projet	Coût total	Historique				Programmation				Montant CP restant à couvrir (a+d)-(b+c+e+f+g)
		Montant du marché (a)	Année de démarrage	Montant CP couvert avant 2025(b)	Montant CP 2025 (c)	Montant AE 2026 (d)	CP 2026 (e)	CP 2027 (f)	CP 2028 (g)	
<b>56A011P0005</b>	<b>Construction de l'immeuble siège de l'Organisation Africaine des Institutions de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI)</b>									
5611I00002	Construction de l'immeuble siège L'AFROSAI: Surveillance et contrôle des travaux (phase II)					140 000	140 000	130 000	0	-130 000
5611I00003	Construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI : Travaux de construction (phase II)					1 400 000	1 400 000	1 345 000	0	-1 345 000
<b>TOTAL PROJET 56A011P0005</b>						<b>1 540 000</b>	<b>1 540 000</b>	<b>1 475 000</b>	<b>0</b>	<b>-1 475 000</b>
<b>TOTAL</b>						<b>1 540 000</b>	<b>1 540 000</b>	<b>1 475 000</b>	<b>0</b>	<b>-1 475 000</b>

#### 4.2. PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX)

TABLEAU.31: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des FINEX

*EN MILLIERS FCEA*

Intitulé du projet	Convention de financement				Décaissements				
	Bailleur	Nature du financement	Date de signature	Montant (a)	Décaissé à n = 2025 (b)	2026 (c)	2027 (d)	2028 (e)	Reste (a)-(b)-(c)-(d)-(e)
<b>TOTAL</b>									

#### 4.3. GRANDS PROJETS

TABLEAU.32: Programmation des dépenses des grands projets

*EN MILLIERS FCEA*

Intitulé des projets	Coût total	Montant exécuté en 2025	2024			2025			2026		2027		2028		Reste à financer	
			Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
5611I00003 - Construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI : Travaux de construction (phase II)		0	1 486 000	0	0,00 %				1 400 000	1 400 000	1 345 000	1 345 000	0	0		
<b>Total</b>		0	<b>1 486 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00 %</b>				<b>1 400 000</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 345 000</b>	<b>1 345 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		

#### 4.4. SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

TABLEAU.33: Programmation des subventions destinées aux établissements publics

*EN MILLIERS ECEA*

Etablissement Public	LF 2025	2026			2027			2028			TOTAL		
		F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TOTAL													

#### 4.5. RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD

TABLEAU.34: Programmation des ressources transférées aux CTD

*EN MILLIERS ECEA*

Compétences transférées	2026			2027			2028			TOTAL		
	F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TOTAL null												
TOTAL												

#### 4.6. POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION

L

Les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), disposent d'un seul projet pluriannuel en cours d'exécution. Il s'agit du projet de construction de l'immeuble devant abriter le siège du Secrétariat Général de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI) - Phase 2, lequel fait l'objet de deux marchés en cours d'exécution, passés respectivement pour l'exécution et la maîtrise d'œuvre desdits travaux, tous deux contractualisés en 2021.

Pour mémoire, la construction de cet immeuble constitue un engagement pris par l'Etat du Cameroun lors de l'Assemblée Générale de l'AFROSAI tenue à Sharm El Sheikh (Egypte) en 2014.

Parlant de l'architecture de cet immeuble, il s'agit d'un bâtiment de trois sous-sols, rez-de-chaussée et quatre étages (3SS / R+4), dont la construction est réalisée en deux phases. La première phase qui portait sur l'exécution du gros-œuvre des trois sous-sols, du rez-de-chaussée et du premier étage, a été achevée et réceptionnée en 2021.

La phase 2 du projet quant à elle, est consacrée au gros-œuvre des deuxième, troisième et quatrième étages, ainsi qu'à la réalisation des travaux de finition destinés à rendre le bâtiment fonctionnel.

Cette phase a été contractualisée en novembre 2021, pour des délais d'exécution de 24 mois et 25 mois, respectivement pour les travaux et leur maîtrise d'œuvre, ce pour un montant global de 5 076 682 134 F CFA TTC, soit 4 726 696 982 F CFA TTC pour les travaux et 349 985 152 FCFA TTC pour la maîtrise d'œuvre.

Ainsi, ce projet financé sur le Budget d'Investissement Public (BIP) du CONSUPE, a bénéficié en 2021 de l'ouverture de deux Autorisations d'Engagement, à raison de 3 536 900 000 F CFA TTC pour les travaux et 350 200 000 F CFA TTC pour la maîtrise d'œuvre, avec un reste à pouvoir de 1 189 796 982 F CFA sur le montant TTC du marché d'exécution des travaux.

Les Crédits de Paiements (CP) ouverts cette même année, étaient de 670 000 000 F CFA TTC pour les travaux et 60 541 000 F CFA TTC pour la maîtrise d'œuvre. Ces CP consommés à 100%, ont servi aux avances de démarrage octroyées aux différents Cocontractants.

Pour l'exercice 2022, les CP budgétisés s'élevaient à 1 273 000 000 F CFA TTC pour les travaux et 127 000 000 F CFA TTC pour la maîtrise d'œuvre. A l'issue de cet exercice budgétaire, la situation de consommation de ces crédits était de 487 586 198 F CFA pour les travaux et 36 118 468 F CFA pour la maîtrise d'œuvre, soit des taux d'exécution financière respectifs de 38,3% et 28,44%. Cette situation traduit les pertes de crédits subies en 2022, chiffrées à un montant global de 876 295 334 F CFA, à raison de 785 413 802 F CFA pour les travaux et 90 881 532 F CFA pour leur maîtrise d'œuvre.

Au titre de l'année 2023, les CP consacrés au projet étaient de 1 520 000 000 F CFA pour les travaux et 80 000 000 F CFA pour la maîtrise d'œuvre. De ces CP, 838 827 909 a été ordonnancé pour les travaux et 23 906 798 pour leur maîtrise d'œuvre.

En 2024, 1 486 000 000 F CFA a été alloué aux travaux, et 110 000 000 F CFA à la maîtrise d'œuvre, et seulement 27 097 370 F CFA a été engagé pour le compte de la maîtrise d'œuvre.

Ce niveau de consommation des crédits reflète la situation d'exécution des travaux qui sont en suspend à un taux d'exécution de 30%.

En effet, les défaillances persistantes de l'Entreprise en charge d'exécuter ces travaux, ont conduit le Maître d'Ouvrage à résilier le marché y afférent le 03 avril 2024.

Ce contexte a nécessité la conduite de nouvelles études techniques, à l'effet d'évaluer l'ensemble des tâches à réaliser et leurs quantités respectives, d'une part, celles déjà exécutées et les travaux restants, d'autre part.

Il est ressorti de cette étude, une augmentation du volume des travaux, découlant de la redéfinition et du recalibrage des tâches et telle que figurant dans l'accostage signé par les parties prenantes au contrat de la précédente Entreprise en charge des travaux, pour un montant de

470 567 079 F CFA. En outre et dans la perspective de son achèvement satisfaisant, le projet a-t-il connu des tâches supplémentaires résultant de l'actualisation des études techniques, réalisées après résiliation du contrat, ceci d'un montant de 351 170 125 F CFA. Ces différents travaux supplémentaires ont porté le coût d'exécution des travaux restants à 4 000 000 000 F CFA.

Parallèlement, l'augmentation des quantités des travaux nécessite une augmentation proportionnelle du volume des prestations de la Mission de suivi et de contrôle, qui dans le cadre de son Marché passé en 2021, est rémunérée au prorata de l'avancement des travaux. Soit un montant global de 94 858 521 F CFA, destiné à couvrir les coûts relatifs au suivi des travaux supplémentaires découlant de l'accostage chiffrés à 34 858 521 F CFA TTC, d'une part, et 60 000 000 F CFA TTC liés aux opérations d'actualisation des études techniques, menées par le Maître d'œuvre en vue de l'achèvement des travaux commandés par le Maître d'ouvrage.

A ce montant global, s'ajoute 102 819 965 F CFA afférent au contrôle des travaux supplémentaires issus des études réalisées en vue de l'achèvement du projet. Tous ces ajustements renvoient le coût global des prestations de maîtrise d'œuvre à 547 663 636 F CFA TTC, dont 147 663 636 F CFA ont été ordonnancés avant 2025.

Dans cette perspective, les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat ont sollicité et obtenue en 2025, l'ouverture de deux Autorisations d'Engagement (AE), à raison de 4 015 877 217 F CFA pour les travaux et 400 000 000 FCFA pour la Maîtrise d'œuvre des travaux, avec des Crédits de Paiement (CP) respectifs de 1 270 000 000 F CFA pour les travaux et 130 000 000 F CFA pour leur maîtrise d'œuvre.

A ces Crédits de Paiement (CP) de 2025, se dégagent des reliquats à mobiliser sur les AE ouvertes de 2 715 877 217 F CFA pour les travaux et 270 000 000 F CFA pour la maîtrise d'œuvre.

Du reste, le bilan nécessaire à une séparation harmonieuse d'avec le Cocontractant démis est en voie de finalisation et les démarches visant la contractualisation des prestations restantes sont ouvertes.

TABLEAU.35: Projets en cours d'exécution

*EN MILLIERS FCEA*

PROJETS	Coût total	Année de démarrage	Montant du marché signé	Cumul des CP avant 2025	CP inscrits dans la LF2025	Besoin en financement	2026		2027		2028		RESTE A FINANCER	
							AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 554 075			1 111 616	1 297 097	3 015 877								
	5 554 075			1 111 616	1 297 097	3 015 877								
56A011P0005	Construction de l'immeuble siège de l'Organisation Africaine des Institutions de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI)	5 554 075		1 111 616	1 297 097	3 015 877								

**ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2026-2028) DES DÉPENSES**

CDMT 2026-2028 AJUSTÉ

5911100010	Achèvement des travaux de construction de l'immeuble devant abriter le siège du Secrétariat General de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI) – PHASE II	5 066 952			1 051 075	1 270 000	2 745 877							
5911100012	Achèvement des travaux de construction de l'immeuble devant abriter le siège du Secrétariat General de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI) : Surveillance et Contrôle – PHASE II	487 123			60 541	27 097	270 000							
<b>TOTAL CHAPITRE 11</b>		5 554 075			1 111 616	1 297 097	3 015 877							

4.7. INTERVENTIONS PRIORITAIRES

**PROGRAMME 140: RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE**

**Objectif du programme : Promouvoir la culture de la reddition des comptes et prévenir les irrégularités et les mauvaises pratiques de gestion des finances publiques**

**Indicateur 1 : Proportion d'acteurs de la gestion des finances publiques hommes et femmes formés ;  
Indicateur 2 : Proportion d'outils de bonnes pratiques élaborés et diffusés (manuels d'audit, Chartes d'audit, lignes directrices, supports législatifs et réglementaires, dépliants, brochures et supports électroniques)**

N°	Principales interventions du programme	Programmation financière(en F CFA)		
		2026	2027	2028
<b>Action 0 : Appui au renforcement des capacités des ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics</b>				
1	Activité 1 : Formation et sensibilisation des ordonnateurs et surveillants de crédits des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics à la protection de la fortune publique	100 000 000	100 000 000	100 000 000
<b>Action 2: APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DE L'AUDIT INTERNE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES, DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC</b>				
2	Activité 2 : Formation continue et certifiante des personnels des Audits internes	30 000 000	5 000 000	5 000 000
<b>ACTION 5 : DEVELOPPEMENT DES MECANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>				

3	Activité 3: réalisation des missions de contrôle en procédure d'urgence	108 000 000	108 000 000	108 000 000
<b>ACTION 6: RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ORGANISATIONELLES ET TECHNIQUES DU CONSUPE</b>				
4	Activité 2: Formation initiale, continue et certifiante du personnel de l'ISC	551 407 000	559 478 000	570 452 000
<b>PROGRAMME 141 : CONTRÔLES, AUDITS ET SANCTIONS</b>				
<b>Objectif du programme : intensifier la redevabilité et veiller à la bonne gestion des finances publiques</b>				
<b>Indicateur 1 : Taux de réalisation des missions e contrôle et d’audit par an</b>				
<b>Indicateur 2 : proportion des sessions du Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF) tenues par an</b>				
<b>Valeur actuelle 1: 18</b>				
<b>Valeur actuelle 2: 20</b>				
N°	Principales interventions du programme	Programmation financière(en F CFA)		
		2026	2027	2028
<b>Action 1 : INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES CONTRÔLES ET AUDITS</b>				
5	Activité 1 : Collecte, mise à jour et exploitation des dossiers permanents des Administrations Publiques et autres Entités de l'Etat	60 000 000	60 000 000	60 000 000
6	Activité 2 : Réalisation des missions d'audit et de contrôle	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
<b>Action 2: SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS</b>				

7	Activité 2 : Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs, gérants et surveillants des crédits publics indélicats devant le Conseil de discipline Budgétaire et Financière (CDBF)	135 000 000	135 000 000	135 000 000
<b>PROGRAMME 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT</b>				
<b>Objectif du programme : Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CONSUPE</b>				
<b>Indicateur : Taux de réalisation des activités budgétisées</b>				
N°	Principales interventions du programme	Programmation financière(en F CFA)		
		2026	2027	2028
<b>Action 1 : PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU CONSUPE</b>				
8	Activité 4 : Maitrise des Charges récurrentes	194 593 000	195 522 000	195 548 000
9	Activité 11: Maitrise des charges du personnel	663 000 000	713 000 000	774 000 000
<b>Action 3 : AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL , DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGETAIRES</b>				
10	Activité 1: Modernisation du parc matériel et infrastructurel	1 900 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
11	Activité 2: Gestion rationnelle du parc matériel et infrastructurel	120 000 000	120 000 000	120 000 000

<b>12</b>	Activité 3 : Suivi, contrôle et évaluation des projets d'investissement public	77 000 000	97 000 000	52 000 000
<b>Action 5 - PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-EVALUATION DES ACTIONS DU DEPARTEMENT MINISTERIEL</b>				
<b>13</b>	Activité 2 : Elaboration et actualisation des documents de la Chaine PPBS	54 000 000	54 000 000	54 000 000
<b>14</b>	Activité 3 : Participation aux activités de préparation du budget	54 000 000	54 000 000	54 000 000

- 4.8. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES THEMATIQUES
- 4.8.1. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE
- 4.8.1.1. Programmation des dépenses genre sensible du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par action et activités

TABLEAU.36: Programmation des dépenses genre sensible du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par actions et activités

PROGRAMME 140	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>0 - APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS</b>							10 000	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000
111400G003 - Elaboration et diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques au profit des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics							10 000	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>1 - APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC</b>							100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
111400G002 - Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne							100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
<b>2 - RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE</b>							50 000	50 000	70 000	70 000	70 000	70 000
111401G001 - Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne							20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
111401G002 - Formation continue et certifiante des personnels des Audits internes							30 000	30 000	50 000	50 000	50 000	50 000
<b>3 - RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE</b>							40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
111402G001 - Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires non institutionnels de la protection de la fortune publique							10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
111402G002 - Sensibilisation des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique							30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
<b>4 - DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>							50 000	50 000	55 000	55 000	55 000	55 000
111403G004 - Organisation des fora et séminaires internationaux							40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
111404G001 - Mise en place d'un cadre des plates formes et forum d'échanges avec les autres structure de contrôle des finances publiques							10 000	10 000	15 000	15 000	15 000	15 000
<b>Total</b>							250 000	250 000	270 000	270 000	270 000	270 000

- 4.8.1.2. Programmation des dépenses genre sensible du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par action et activités

TABLEAU.37: Programmation des dépenses genre sensible du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par actions et activités

PROGRAMME 141	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
<b>Total</b>												

■ 4.8.1.3. Programmation des dépenses genre sensible du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par action et activités

TABLEAU.38: Programmation des dépenses genre sensible du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par actions et activités

PROGRAMME 142	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<i>0 - PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE</i>							20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
111420G002 - Appui aux structures spécialisées							20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
<i>1 - AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES</i>							402 000	402 000	452 000	452 000	513 000	513 000
111421G001 - Assainissement, Gestion des actes de carrière et des pensions							42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000
111421G003 - Maîtrise des charges du personnel							360 000	360 000	410 000	410 000	471 000	471 000
<i>3 - COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT</i>							20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
111423G002 - Participation aux activités de promotion de l'image de l'Institution							20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
<b>Total</b>							442 000	442 000	492 000	492 000	553 000	553 000

■ 4.8.2. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS SENSIBLES AU CLIMAT

■ 4.8.2.1. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par action et activités

TABLEAU.39: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par actions et activités

PROGRAMME 140	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
<b>Total</b>												

■ 4.8.2.2. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par action et activités

TABLEAU.40: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par actions et activités

PROGRAMME 141	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
<b>Total</b>												

EN MILLIERS ECEA

- 4.8.2.3. Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par action et activités

TABLEAU.41: Programmation des dépenses sensibles au climat du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par actions et activités

PROGRAMME 142	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>1 - AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES</b>							1 400 000	1 400 000	1 345 000	1 345 000	0	0
111421G007 - Construction et équipement de l'immeuble siège de l'AFROSAI							1 400 000	1 400 000	1 345 000	1 345 000	0	0
<b>Total</b>							1 400 000	1 400 000	1 345 000	1 345 000	0	0

EN MILLIERS ECEA

- 4.8.3. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS D'IMPORT-SUBSTITUTION
- 4.8.3.1. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par action et activités

TABLEAU.42: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 140 - Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique par actions et activités

PROGRAMME 140	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
<b>Total</b>												

EN MILLIERS ECEA

■ 4.8.3.2. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par action et activités

TABLEAU.43: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 141 - Contrôle, audits et sanctions par actions et activités

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 141	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
<b>Total</b>												

■ 4.8.3.3. Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par action et activités

TABLEAU.44: Programmation des dépenses d'import-substitution du programme 142 - Gouvernance et appui institutionnel des services du contrôle supérieur de l'état par actions et activités

*EN MILLIERS ECEA*

PROGRAMME 142	2024			2025			2026		2027		2028	
	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant révisé	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
-												
<b>Total</b>												



## **ANNEXE 1**

### **MATRICE DU CADRE LOGIQUE**



**MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ**  
**CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT**

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2024	Estimation 2025	Valeur cible			Risque
						2026	2027	2028	
<b>PROGRAMME 140</b> RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE									
<b>ACTION 0</b> APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS									
<b>111400G001</b> Formation et sensibilisation des ordonnateurs et gestionnaires des crédits des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics à la protection de la fortune publique									
<b>111400G003</b> Elaboration et diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques au profit des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics	Elaborer et diffuser les bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques	Guides et directives d'audit interne vulgarisés			0,00	5,00	5,00		
		Nombre d'outils et de procédures d'audit interne élaborés et/ou mis à jour par an	Rapports d'activités DFCI et supports de formation			1,00	2,00	3,00	
<b>ACTION 1</b> APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC									
<b>111400G002</b> Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne	Renforcer les capacités professionnelles des ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics	Guides et directives d'audit interne, Charte d'audit interne, Code de déontologie élaborés			2,00	4,00	6,00		
		Nombre d'ordonnateurs et gestionnaires des crédits publics hommes et femmes formés et/ou sensibilisés par an	Rapports d'activités DFCI et supports de formation			40,00	80,00	120,00	
<b>ACTION 2</b> RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE									
<b>111401G001</b> Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne	Elaborer et diffuser les outils et procédures d'audit interne	Nombre de Catalogue de formation élaboré	DFCI		1,00	1,00	1,00		
		Nombre d'outils et de procédures d'audit interne élaborés et/ou mis à jour	Rapport d'activités DFCI			1,00	2,00	3,00	
<b>111401G002</b> Formation continue et certifiante des personnels des Audits internes	Outils et capaciter les auditeurs internes du secteur public	Proportion d'ordonnateurs, des gestionnaires et gérants des crédits publics et des Entreprises publiques hommes et femmes formés	DFCI		15,00	20,00	28,00		
		nombre d'auditeurs internes hommes et femmes formés par an	Rapport d'activités DFCI			60,00	120,00	180,00	
<b>ACTION 3</b> RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE									
<b>111402G001</b> Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires non institutionnels de la protection de la fortune publique	Mettre en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires institutionnelles et non institutionnelles de la protection de la fortune publique	Nombre de plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires mises en place	DFCI		2,00	2,00	2,00		
		Nombre de plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires mises en place	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale/CELPISC			1,00	2,00	3,00	
<b>111402G002</b> Sensibilisation des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique	Sensibiliser les parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique	Nombre de parties prenantes institutionnelles sensibilisées	DFCI		8,00	8,00	8,00		
		Nombre de parties prenantes institutionnelles sensibilisée	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale/CELPISC			1,00	2,00	3,00	
<b>ACTION 4</b> DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
<b>111403G001</b> Rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF	Promouvoir l'image et rendre compte aux citoyens	Nombre d'études thématiques sur des questions de gouvernance	DFCI		1,00	1,00	1,00		
		Cérémonie de rentrée solennelle du CONSUPE et du CDBF organisée	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale			1,00	1,00	1,00	
<b>111403G002</b> Mise en œuvre du plan d'action du Secrétariat du CREFIAF	Assurer le fonctionnement courant du Secrétariat de l'AFROSAI	Rapports d'activités approuvés par le Comité directeur de l'AFROSAI	DFCI		1,00	1,00	1,00		
<b>111403G003</b> Mise en œuvre des engagements internationaux	Promouvoir l'image et assurer le leadership du pays en matière de la protection de la fortune publique	Nombre de participation aux réunions statutaires	DFCI		4,00	4,00	4,00		
<b>111403G004</b> Organisation des fora et séminaires internationaux	Echanger sur les connaissances, les compétences et les bonnes pratiques en matière de la protection de la fortune publique	Nombre de fora et séminaires internationaux organisés	DFCI		3,00	3,00	3,00		

# MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

## CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2024	Estimation 2025	Valeur cible			Risque
						2026	2027	2028	
<b>111403G005</b> Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires institutionnels et non institutionnels de la protection de la fortune publique	Elaborer les outils et procédures d'audit externe	Nombre d'outils et de procédures d'audit externe élaboré	Rapports d'activités DFCI et DAJEI		100,00	100,00	100,00		
<b>111404G001</b> Mise en place d'un cadre des plates formes et forum d'échanges avec les autres structure de contrôle des finances publiques	Assister le Gouvernement dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de modernisation de l'Etat	Nombre de contribution ou d'avis donnés	DFCI		2,00	2,00	3,00		
		Nombre de contribution ou d'avis donnés	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale			1,00	1,00	1,00	
		Nombre de contribution ou d'avis donnés	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale			1,00	1,00	1,00	
<b>111404G002</b> Rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF	Etudier et exploiter les informations collectées	Nombre de sujets d'audits issus des dénonciations	DAJEI		4,00	4,00	4,00		
		Nombre de dossiers de dénonciations traités	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale/ DAJEI			60,00	65,00	70,00	
<b>111404G003</b> Mise en place des mécanismes d'alerte	Encourager les dénonciations et disposer des informations en temps utile	Nombre de mode d'interventions développés	DAJEI		0,00	2,00	2,00		
<b>111404G004</b> Réalisation des missions de contrôle en procédure d'urgence	Réaliser les missions de contrôle en procédure d'urgence	Nombre de rapports des missions en procédures d'urgence produits	DAJEI		6,00	6,00	6,00		
		Nombre de rapports des missions en procédures d'urgence produits	Rapports d'activités annuelle secrétariat générale / DAJEI			8,00	9,00	10,00	
<b>111404G005</b> Mise en œuvre du plan d'action du Secrétariat du CREFIAF									
<b>ACTION 5</b> RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES DU CONSUPE									
<b>111405G001</b> Développement et mise à jour des outils et procédures d'audit externe	Suivre le contentieux des marchés publics	Proportion de rapports de suivi déposés par rapport aux sollicitations reçues	DAG/SM		100,00	100,00	100,00		
		Nombre de contentieux des marchés publics suivi	Rapport d'activités DAJEI			1,00	1,00	1,00	
<b>111405G002</b> Formation initiale, continue et certifiante du personnel de l'ISC									
<b>PROGRAMME 141</b> CONTROLE, AUDITS ET SANCTIONS									
<b>ACTION 0</b> INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS ET CONTRÔLES									
<b>111410G001</b> Réalisation des missions de suivi des recommandations formulées à l'issue des missions de contrôle et d'audit	S'assurer de la mise en œuvre des recommandations formulées	Nombre de dossiers permanents constitués ou actualisés	Rapports d'activités des Unités opérationnelles (DIAP, DICTD, DIEP, DIEPOS)		28,00	30,00	35,00		
		Nombre de sujets d'audit tirés de la cartographie des risques	Rapports d'activités des Unités opérationnelles (DIAP, DICTD, DIEP, DIEPOS)		10,00	12,00	15,00		
		Nombre de missions de suivi des recommandations déployées	Rapports d'activités (Comité d'audit et Comité de lecture, DIAP, DICTD, DIEP, DIEPOS, DIEP)			25,00	25,00	25,00	
		Nombre de missions de suivi des recommandations déployées	Rapports d'activités (Comité d'audit et Comité de lecture, DIAP, DICTD, DIEP, DIEPOS, DIEP)			25,00	25,00	25,00	
<b>111410G002</b> Gestion de la documentation technique des audits	Améliorer la gestion et la sécurisation de la documentation technique du CONSUPE	Nombre de Plan et programme annuel de vérification validés	Rapports d'activités (Comité d'audit et Comité de lecture)		2,00	2,00	2,00		
		Nombre d'activités de la gestion de la documentation technique réalisée par an	Rapports d'activités DAJEI			1,00	1,00	1,00	
		Nombre d'activités de la gestion de la documentation technique réalisée par an	Rapports d'activités DAJEI			1,00	1,00	1,00	
<b>111410G003</b> Réalisation des missions d'audit et de contrôle (DIAP, DICTD, DIEPOS, DIEP)	exécuter les missions déployées auprès des Administrations Publiques et autres Entités de l'Etat	Nombre d'équipes de mission déployées	Rapports d'activités des Unités opérationnelles (DIAP, DICTD, DIEPOS, DIEP)		22,00	24,00	25,00		
		Nombre d'équipes de mission déployées par an	Rapport d'activités du Comité d'audit et du Comité de lecture			20,00	20,00	20,00	
		Nombre d'équipes de mission de contrôle et d'audit exécutées par an	Rapport d'activités secrétariat générale			20,00	20,00	20,00	
<b>111410G004</b> Management de la qualité des missions de contrôle et d'audit du CONSUPE	Optimiser l'exécution des missions de contrôle et d'audit	Nombre de plans d'audit validés par le comité d'audit	Rapports d'activités (Comité d'audit et Comité de lecture, DIAP, DICTD, DIEPOS, DIEP)		30,00	30,00	32,00		
		Nombre de missions de supervision déployées	Rapports d'activités (Comité d'audit et Comité de lecture, DIAP, DICTD, DIEPOS, DIEP)		30,00	30,00	32,00		
		Nombre de rapports de mission validés par le comité de lecture	Rapports d'activités (Comité d'audit et Comité de lecture, DIAP, DICTD, DIEPOS, DIEP)		30,00	30,00	32,00		
		Nombre de plans d'audit validés par le comité d'audit	Rapport d'activités du Comité d'audit et du Comité de lecture			20,00	20,00	20,00	
		Nombre missions de contrôle supervisées	Rapport d'activités du Comité d'audit et du Comité de lecture			20,00	20,00	20,00	
		Nombre de rapports de mission validés par le comité de lecture	Rapport d'activités du Comité d'audit et du Comité de lecture			20,00	20,00	20,00	
		Nombre de rapports de mission de qualité approuvés par le comité de lecture	Rapport d'activités du Comité d'audit et du Comité de lecture			20,00	20,00	20,00	

# MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

## CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2024	Estimation 2025	Valeur cible			Risque
						2026	2027	2028	
111410G005 PProduction et validation du rapport annuel sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques	dresser le rapport de l' analyse synthétique de la situation annuelle de la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques	Nombre de Rapports annuels sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques produits	Rapport d'activités DAJEI		1,00	1,00	1,00		
		Nombre de rapports annuels sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques produits par an	Rapports d'activités DAJEI			1,00	1,00	1,00	
		Nombre de rapports annuels sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques produits par an	Rapports d'activités DAJE			1,00	1,00	1,00	
111410G006 Assurance qualité des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et ses démembrements	contrôler et formuler les avis sur les rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	Nombre de rapports d'assurance qualité produits à l'issue de l'exploitation des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	Rapport d'activités DAJEI		4,00	6,00	6,00		
		Nombre d'avis formuler sur l les rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	Rapports d'activités DAJEI			2,00	2,00	2,00	
		Nombre d'avis formuler sur l les rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	Rapports d'activités DAJEI			2,00	2,00	2,00	
111410G007 Collecte, mise à jour et exploitation des dossiers permanents des Administrations Publiques et autres Entités de l'Etat	Produire et diffuser l'information statistique du CDBF	Nombre de rapports statistiques du CDBF produits	Rapport d'activités CDBF			1,00	1,00	1,00	
<b>ACTION 1</b> SYSTÉMATISATION DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS									
111411G001 Examen des rapports des rapporteurs du CDBF par les Comités Internes	Assurer le contrôle qualité des rapports du CDBF	Nombre de Rapports des rapporteurs validés	Rapport d'activités CDBF		55,00	55,00	60,00		
		Nombre de Rapports des rapporteurs validés	Rapport d'activités CDBF			25,00	25,00	25,00	
		Nombre de Rapports des rapporteurs validés	Rapport d'activités CDBF			25,00	25,00	25,00	
111411G002 Production et numérisation des décisions du CDBF	Digitize and secure CDBF decisions	Nombre de décisions du CDBF produit et numérisé	Rapport d'activités CDBF		30,00	35,00	35,00		
		Nombre de décisions du CDBF produit et numérisé	Rapport d'activités CDBF			25,00	25,00	25,00	
111411G003 Suivi de l'exécution des décisions du CDBF	Suivre l'exécution des sanctions du CDBF	Nombre de rapports de missions de suivi de l'application des sanctions, produits	Rapport d'activités CDBF		1,00	2,00	2,00		
		Nombre de rapports de missions de suivi de l'application des sanctions, produit	Rapport d'activités CDBF			10,00	10,00	10,00	
		Nombre de rapports de missions de suivi de l'application des sanctions, produits	Rapport d'activités CDBF			10,00	10,00	10,00	
111411G004 Défense des intérêts de l'Etat en justice en matière des irrégularités de gestion	Défendre les intérêts de l'Etat en justice	Nombre de Mémoires en défense produits	Rapport d'activités CDBF		32,00	35,00	35,00		
		Nombre de Mémoires en défense produits	Rapport d'activités CDBF			10,00	10,00	10,00	
		Nombre de Mémoires en défense produits	Rapport d'activités CDBF			10,00	10,00	10,00	
111411G005 Réalisation des mission de recouplement du CDBF	Déployer les missions de recouplement relatif aux affaires traduites devant le CDBF	Nombre de rapports de missions de recouplement du CDBF produits	Rapport d'activités CDBF		8,00	8,00	8,00		
		Nombre de rapports de missions de recouplement du CDBF produits	Rapport d'activités CDBF			10,00	10,00	10,00	
		Nombre de rapports de missions de recouplement du CDBF produits	Rapport d'activités CDBF			10,00	10,00	10,00	
111411G006 Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs, gérants et surveillants des crédits publics indelicats devant le Conseil de discipline Busgétaire et Financière (CDBF)	Intensifier la traduction des gestionnaires, ordonnateurs, gérants et surveillants des crédits publics indelicats devant la CDBF	Nombre de sessions du CDBF tenues	Rapport d'activités CDBF		32,00	32,00	35,00		
		Nombre de sessions du CDBF tenue	Rapport d'activités CDBF			25,00	25,00	25,00	
		Nombre de sessions du CDBF tenues	Rapport d'activités CDBF			25,00	25,00	25,00	
111411G007 Elaboration et vulgarisation des outils de sanction	Elaborer et vulgariser des outils de sanction	Nombre d'outils de sanctions produits	Rapport d'activités CDBF		1,00	1,00	1,00		
		Nombre d'outils de sanctions produits	Rapport d'activités CDBF			1,00	1,00	1,00	
111411G008 Etude des dossiers de saisine									
111411G009 collecte et analyse des données statistiques									
111411G010 Management de la qualité									
<b>PROGRAMME 142</b> GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT									
<b>ACTION 0</b> PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE									
111420G001 Coordination des activités	Assurer le suivi évaluation des feuilles de route	Plan d'action ministériel réalisé	Rapport d'activités SG		100,00	100,00	100,00		
		Nombre d'outils de suivi évaluation élaborés et nombre de	Rapport d'activités SG			10,00	10,00	10,00	

# MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

## CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2024	Estimation 2025	Valeur cible			Risque
						2026	2027	2028	
		rapport d'activités élaboré	Rapport d'activités SG			10,00	10,00	10,00	
		Nombre d'outils de suivi évaluation élaborés et nombre de rapport d'activités élaboré	Rapport d'activités SG			10,00	10,00	10,00	
<b>111420G002</b> Appui aux structures spécialisées	Assurer le fonctionnement des structures spécialisées du CONSUPE	Structures spécialisées performantes	Rapports d'activités Cellule de lutte contre la corruption, cellule de lutte contre le SIDA, Comité genre, cellule de sécurité, comité de ciber sécurité, mutuelle de santé, PLG		100,00	100,00	100,00		
		Taux de mise en œuvre du plan d'action des structures spécialisées	Rapports d'activités Cellule de lutte contre la corruption, cellule de lutte contre le SIDA, Comité genre, cellule de sécurité, comité de ciber sécurité, mutuelle de santé, PLG			100,00	100,00	100,00	
<b>111420G003</b> Assistance et conseil au MINDEL	Aider le MINDEL à une meilleure prise de décision	Atteinte des objectifs de l'institution	Rapport d'activités CT1 et CT2						
		Nombre de dossiers traités	Rapport d'activités CT1 et CT2			12,00	12,00	12,00	
<b>111420G004</b> Maitrise des Charges récurrentes	Assurer une meilleure gestion des charges récurrentes	Charges récurrentes rationalisées	Rapport d'activités DAG						
		Taux de réalisation des charges récurrentes	Rapport d'activités DAG			100,00	100,00	100,00	
<b>111420G005</b> Gestion courante des affaires générales	Assurer une bonne gestion des affaires générales	Unités opérationnelles accompagnées	Rapport d'activités DAG						
		Taux de réalisation des services à rendre aux unités opérationnelles	Rapport d'activités DAG			80,00	80,00	90,00	
<b>111420G006</b> Pilotage institutionnel	Assurer une meilleure exécution de la politique sectorielle et des missions assignées à l'Institution	Une ISC performante	Cabinet, SG, Audit Interne						
		Nombre de réunions de supervision tenues	Cabinet, SG, Audit Interne			12,00	12,00	12,00	
<b>111420G007</b> Evaluation de la performance des services	Évaluer la performance des services	Institution performante	Rapport d'activités de l'Audit Interne						
		Nombre de services évalués	Rapport d'activités de l'Audit Interne			10,00	10,00	10,00	
<b>111420G008</b> Surveillance du système de gestion qualité	Assurer le contrôle qualité des actions des Services du consupe	Institution performante	Rapport d'activités de l'Audit Interne						
		Nombre de cartographie de risques élaboré	Rapport d'activités de l'Audit Interne			1,00	1,00	1,00	
<b>ACTION 1</b>									
<b>AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES</b>									
<b>111421G001</b> Assainissement, Gestion des actes de carrière et des pensions	Assainir le fichier du personnel et assurer une gestion rationnelle de la solde et des pensions	Fichier du personnel assaini et dossiers d'avancement traités	Rapport d'activités DAG		100,00	100,00	100,00		
		Fichier du personnel assaini et dossiers d'avancement traités	Rapport d'activités DAG			100,00	100,00	100,00	
<b>111421G002</b> Amélioration des conditions de travail des personnels	Améliorer les conditions de travail des personnels	Rapport de mise en œuvre du plan d'action de la SDP	Rapport d'activités DAG		100,00	100,00	100,00		
		Taux de mise en œuvre du plan d'action de la SDPS	Rapport d'activités DAG			100,00	100,00	100,00	
<b>111421G003</b> Maitrise des charges du personnel	Assurer une gestion rationnelle des rémunérations et avantages	Délais de paiements des primes et indemnités au personnel	Rapport d'activités DAG		100,00	100,00	100,00		
		Délais de paiements des primes et indemnités au personnel	Rapport d'activités DAG			15,00	12,00	10,00	
<b>111421G004</b> Modernisation du parc matériel et infrastructurel	Accroître le parc infrastructurel de l'Institution	Nombre de nouveaux projets budgétisés	Rapport d'activités DAG		100,00	100,00	100,00		
		Nombre de nouveaux projets réalisés	Rapports d'activités DAG			3,00	3,00	3,00	
<b>111421G005</b> Gestion rationnelle du parc matériel et infrastructurel	Assurer la maintenance des ressources matérielles	Nombre de matériels défectueux remis en état	Rapport d'activités DAG		8,00	8,00	8,00		
		Nombre de matériels défectueux remis en état	Rapports d'activités DAG			14,00	14,00	16,00	
<b>111421G006</b> Suivi, contrôle et évaluation des projets d'investissements	Assurer le suivi administratif des projets d'investissement public du CONSUPE	Nombre de Notes mensuelles et de rapports trimestriels sur l'exécution BIP élaborés	Rapports d'activités SG et DAG		100,00	100,00	100,00		
		Nombre de notes mensuelles et des rapports trimestriels sur l'exécution du BIP élaborés	Rapports d'activités SG et DAG			12,00	12,00	12,00	
<b>111421G007</b> Construction et équipement de l'immeuble siège de l'AFROSAI	Construire l'immeuble siège de l'AFROSAI	Taux de réalisation de l'immeuble siège de l'AFROSAI	Rapports d'activités DAG / Service des Marchés			70,00	80,00	100,00	
<b>111421G008</b> Acquisition des outils de gestion des archives et de la bibliothèque	Acquérir les outils de gestion des archives et de la bibliothèque	Outils acquis et installé							
		Nombre d'outils de gestion des archives et de la bibliothèque acquis et installé	Rapport d'activités SG/CDA et DAG			1,00	1,00	1,00	
<b>111421G009</b> Gestion et maintenance des ressources documentaires et d'informations	Assurer la gestion optimale et durable des ressources documentaires et d'information	Taux de disponibilité des ressources documentaires et d'informations	Rapport d'activités SG/CDA et DAG			100,00	100,00	100,00	
<b>ACTION 2</b>									
<b>GESTION DE L'INFORMATION</b>									
<b>111422G001</b> Mise en place du système d'information statistique (SIS) du CONSUPE	Disposer des fiches d'indicateurs appropriées et actualisées	proportion des fiches d'indicateurs appropriées et actualisées	Rapport d'activités SG		100,00	100,00	100,00		
		proportion des fiches d'indicateurs appropriées et actualisées	Rapport d'activités SG			100,00	100,00	100,00	
<b>111422G002</b> Elaboration et mise à jour des documents statistiques	Disposer des tableaux de bord de références appropriées et actualisées	proportion des tableaux de bord de référence appropriées et actualisées	Rapport d'activités SG		100,00	100,00	100,00		
		proportion des tableaux de bord de références appropriées et actualisées	Rapport d'activités SG			100,00	100,00	100,00	

# MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME - AJUSTÉ

## CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2024	Estimation 2025	Valeur cible			Risque
						2026	2027	2028	
<b>111422G003</b> Sécurisation des ressources documentaires et des données numériques de l'Institution	Assurer la sécurité des données numériques et électroniques								
<b>ACTION 3</b> COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT									
<b>111423G001</b> Gestion du protocole et de la communication	Gérer le protocole et la communication	Nombre de Support de communication déployé	Rapport d'activités CELCOM		1,00	1,00	1,00		
		Nombre de productions de communication	Rapport d'activités CELCOM			8,00	10,00	10,00	
<b>111423G002</b> Participation aux activités de promotion de l'image de l'Institution	Promouvoir l'image de l'institution	Participation du CONSUPE aux activités du SAGO	Rapports d'activités SG		1,00	1,00	1,00		
		Nombre d'événements concourant à la promotion de l'image de l'institution	Rapports d'activités CELCOM			8,00	10,00	10,00	
<b>111423G003</b> Mise œuvre des activités de la cellule des relations avec les partenaires institutionnels et la société civile	Mettre en œuvre les activités de la cellule des relations avec les partenaires institutionnels et la société civile								
<b>ACTION 4</b> PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-ÉVALUATION DES ACTIONS DU CONSUPE									
<b>111424G001</b> Planification et Suivi de la mise en œuvre des politiques nationale et sectorielle de la gouvernance	Participer à la revue actualisation de la stratégie sectorielle de la gouvernance	Revue de la planification stratégique	Rapport d'activités SG		1,00	1,00	1,00		
		Nombre de rapports de suivi produits	Rapport d'activités SG			1,00	1,00	1,00	
<b>111424G002</b> Elaboration et actualisation des documents de la Chaîne PPBS	Elaborer et actualiser les documents de la Chaîne PPBS	Documents de la Chaîne PPBS produits et disponibles	Rapport d'activités SG		8,00	8,00	8,00		
		Nombre de Documents de la Chaîne PPBS produits	Rapport d'activités SG			8,00	8,00	8,00	
<b>111424G003</b> Participation aux activités de préparation du budget	Assurer l'exigence du contrôle qualité dans le processus de préparation du budget	Exécutions des travaux de préparation du Budget	Rapport d'activités SG/DAG		100,00	100,00	100,00		
		Taux de participation aux conférences budgétaires	Rapport d'activités SG/DAG			100,00	100,00	100,00	
<b>111424G004</b> Mise en œuvre des activités de la Cellule de la Prospective, des Etudes Techniques des Programmes et Projets	Réaliser les études prospectives et de programmation des activités du CONSUPE	Exécution de la feuille de route du CELPET	Rapport d'activités CELPET		100,00	100,00	100,00		
		Nombre d'étude et d'extraits de la planification produits	Rapport d'activités CELPET			2,00	2,00	2,00	
<b>ACTION 5</b> APPUI AUX AFFAIRES JURIDIQUES, À LA TRADUCTION ET À LA LIAISON									
<b>111425G001</b> Suivi du contentieux juridictionnel et alternatif									
<b>111425G002</b> Gestion de la traduction et liaison									
<b>ACTION 6</b> PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME AU SEIN DU CONSUPE									
<b>111426G001</b> Promotion du Bilinguisme									
<b>111426G002</b> Promotion du multiculturalisme									



## **ANNEXE 2**

# **MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028)**



MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 0 : APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111400G003 : Elaboration et diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques au profit des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics</b>																	
6011F00155 - Elaboration d'un recueil de mauvaises pratiques en matière de gestion des finances publiques	10 000	F	N/A		3 000	3 000	3 000	3 000	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	3 000	3 000	10 000	10 000		0	0		0	0	
6011F00167 - Diffusion du recueil de mauvaises pratiques en matière de gestion des finances publiques	10 000	F	N/A		5 000	5 000	10 000	10 000	0	0	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	10 000	10 000	0	0		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111400G003</b>	<b>20 000</b>				<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>13 000</b>	<b>13 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 0</b>	<b>20 000</b>				<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>13 000</b>	<b>13 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 1 : APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111400G002 : Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne</b>																	
6011F00154 - Atelier de formation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des finances publiques des Administrations publiques	75 000	F	N/A		4 000	4 000	3 000	3 000	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	3 000	3 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00162 - Atelier de formation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des finances publiques des Administrations publiques des Collectivités Territoriales Décentralisées	75 000	F	N/A		0	0	2 000	2 000	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00208 - Atelier de formation et de sensibilisation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des finances des Etablissements et Entreprises publics	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00209 - Atelier de formation et de sensibilisation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des projets et programmes publics	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111400G002</b>	<b>300 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>300 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

**CHAPITRE 11 :** 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

**Programme 140 :** RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

**Action 2 :** RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111401G001 : Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne</b>																	
6011F00028 - Elaboration d'une charte nationale de l'audit interne du secteur public	10 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		0	0		0	0	
6011F00031 - Diffusion de la charte nationale de l'audit interne du secteur public	20 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00032 - Elaboration d'un cadre méthodologique de l'audit interne du secteur public	10 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		0	0		0	0	
6011F00188 - Diffusion du cadre méthodologique de l'audit interne du secteur public	20 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111401G001</b>	<b>60 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>Activité 111401G002 : Formation continue et certifiante des personnels des Audits internes</b>																	
6011F00033 - Atelier de formations des personnels des Audits internes sur divers sujets d'audit interne du secteur public	70 000	F	N/A		0	0	3 000	3 000	20 000	20 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	3 000	3 000	20 000	20 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00034 - Assistance des personnels des Audits internes à la professionnalisation en audit interne du secteur public	60 000	F	N/A		15 000	15 000	20 000	20 000	10 000	10 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					15 000	15 000	20 000	20 000	10 000	10 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111401G002</b>	<b>130 000</b>				<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 2</b>	<b>190 000</b>				<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>		<b>70 000</b>	<b>70 000</b>		<b>70 000</b>	<b>70 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 3 : RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111402G001 : Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires non institutionnels de la protection de la fortune publique</b>																	
6011F00029 - Signature des protocoles d'accord en matières du contrôle citoyen	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00036 - Suivi de la mise en œuvre des protocoles d'accord signés	15 000	F	N/A		0	0	3 000	3 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111402G001</b>	<b>30 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	
<b>Activité 111402G002 : Sensibilisation des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique</b>																	
6011F00037 - Organisation des ateliers, séminaires et fora de sensibilisation à l'intention des parties prenantes non institutionnelles	45 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00038 - Organisation des ateliers, séminaires et fora de sensibilisation à l'intention des parties prenantes institutionnelles	45 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111402G002</b>	<b>90 000</b>				<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 3</b>	<b>120 000</b>				<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 4 : DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111403G001 : Rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF</b>																	
6011F00195 - Travaux préparatoires de la rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00196 - Cérémonie de lancement des activités du CONSUPE et du CDBF	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111403G001</b>	<b>75 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>		<b>25 000</b>	<b>25 000</b>		<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	
<b>Activité 111403G002 : Mise en œuvre du plan d'action du Secrétariat du CREFIAF</b>																	
6011F00072 - Fonctionnement courant des services	15 000	F	N/A		140 000	140 000	235 000	235 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					140 000	140 000	235 000	235 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00073 - participation aux ateliers de formation et d'appropriation des normes et règles de l'INTOSAI	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111403G002</b>	<b>30 000</b>				<b>140 000</b>	<b>140 000</b>	<b>235 000</b>	<b>235 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	
<b>Activité 111403G003 : Mise en œuvre des engagements internationaux</b>																	
6011F00075 - Participation aux réunions statutaires	30 000	F	N/A		0	0	4 000	4 000	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	4 000	4 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00076 - Participations aux visites et groupes de travail	30 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111403G003</b>	<b>60 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>Activité 111403G004 : Organisation des fora et séminaires internationaux</b>																	
6011F00077 - Patricipation aux sessions de formations Internationales	75 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00078 - Organisation des séances de restitution de formations Internationales	45 000	F	N/A		0	0	4 000	4 000	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	4 000	4 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111403G004</b>	<b>120 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	
<b>Activité 111403G005 : Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires institutionnels et non institutionnels de la protection de la fortune publique</b>																	
6011F00011 - Forum national des auditeurs du secteur public	60 000	F	N/A		0	0	15 000	15 000	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	15 000	15 000	20 000	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000	
6011F00020 - Cadre de concertation entre les auditeurs du secteur public et les associations professionnelles du secteur privé	45 000	F	N/A		0	0	10 000	10 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	10 000	10 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111403G005</b>	<b>105 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	
<b>Activité 111404G001 : Mise en place d'un cadre des plates formes et forum d'échanges avec les autres structure de contrôle des finances publiques</b>																	
6011F00170 - contribution du CONSUPE dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de modernisation de l'Etat	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00171 - Réalisation des Etudes thématiques sur des questions de gouvernance	25 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111404G001</b>	<b>40 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	
<b>Activité 111404G002 : Rentrée solennelle des activités du CONSUPE et du CDBF</b>																	
6011F00041 - collecte et prise en charge des dénonciations	15 000	F	N/A		5 000	5 000	2 000	2 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	2 000	2 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00042 - Exploitation des informations et étude de dénonciations	15 000	F	N/A		0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111404G002</b>	<b>30 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	

## MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 4 : DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111404G003 : Mise en place des mécanismes d'alerte</b>																	
6011F00175 - encadrement légal du mécanisme d'alerte	10 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		0	0	
6011F00177 - Création d'un call center au sein du CONSUPE	20 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111404G003</b>	<b>30 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	
<b>Activité 111404G004 : Réalisation des missions de contrôle en procédure d'urgence</b>																	
6011F00045 - déploiement des missions en procédures d'urgence	300 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	100 000	100 000	MN	100 000	100 000	MN	100 000	100 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	100 000	100 000		100 000	100 000		100 000	100 000	
6011F00046 - supervision des missions en procédures d'urgence	24 000	F	N/A		5 000	5 000	2 000	2 000	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	2 000	2 000	8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000	
<b>TOTAL Activité 111404G004</b>	<b>324 000</b>				<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	<b>108 000</b>	<b>108 000</b>		<b>108 000</b>	<b>108 000</b>		<b>108 000</b>	<b>108 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 4</b>	<b>814 000</b>				<b>164 000</b>	<b>164 000</b>	<b>291 000</b>	<b>291 000</b>	<b>263 000</b>	<b>263 000</b>		<b>278 000</b>	<b>278 000</b>		<b>273 000</b>	<b>273 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 5 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES DU CONSUPE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111405G001 : Développement et mise à jour des outils et procédures d'audit externe</b>																	
6011F00258 - Mise à jour du cadre méthodologique de l'audit financier	5 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	5 000	5 000	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		5 000	5 000		0	0	
6011F00260 - Diffusion des cadres méthodologiques révisés	10 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00261 - Elaboration du guide du processus de suivi des recommandations	5 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		0	0		0	0	
6011F00262 - mise à jour du cadre méthodologique de l'audit de conformité	10 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		0	0		5 000	5 000	
6011F00043 - Elaboration de la directive de sélection des sujets d'audit	10 000	F	N/A		0	0	3 000	3 000	5 000	5 000	MN	0	0	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	3 000	3 000	5 000	5 000		0	0		5 000	5 000	
6011F00044 - Elaboration de la stratégie et politique de formation conforme aux normes applicable aux ISC	5 000	F	N/A		0	0	5 000	5 000	0	0	MN	5 000	5 000	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	5 000	5 000	0	0		5 000	5 000		0	0	
6011F00197 - Mise à jour du cadre méthodologique de l'audit de conformité	10 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		0	0		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111405G001</b>	<b>55 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>Activité 111405G002 : Formation initiale, continue et certifiante du personnel de l'ISC</b>																	
6011F00015 - Organisation des ateliers d'initiation aux techniques de vérification des nouvelles recrues	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00263 - Dépenses de personnel du programme 140	1 281 337	F	N/A		0	0	0	0	461 407	461 407	LR	469 478	469 478	LR	350 452	350 452	LR
<i>Salaires</i>					0	0	0	0	461 407	461 407		469 478	469 478		350 452	350 452	
6011F00264 - Formation continue du personnel de l'Institution	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00265 - Organisation de sessions de formation spécialisantes à l'intention des personnels du CONSUPE	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00266 - Inscription à la certification en audit de conformité de l'INTOSAI	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00267 - stages à l'étranger (GAO, NAO Chine, Instut National du Service public (INSP-ENA de Paris), INDE et JAPON)	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00268 - Dialogue de gestion du Programme 067	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111405G002</b>	<b>1 551 337</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>551 407</b>	<b>551 407</b>		<b>559 478</b>	<b>559 478</b>		<b>440 452</b>	<b>440 452</b>	
<b>TOTAL ACTION 5</b>	<b>1 606 337</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>571 407</b>	<b>571 407</b>		<b>574 478</b>	<b>574 478</b>		<b>460 452</b>	<b>460 452</b>	
<b>TOTAL PROGRAMME 140</b>	<b>3 050 337</b>				<b>211 000</b>	<b>211 000</b>	<b>363 000</b>	<b>363 000</b>	<b>1 034 407</b>	<b>1 034 407</b>		<b>1 067 478</b>	<b>1 067 478</b>		<b>948 452</b>	<b>948 452</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 141 : CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS

Action 0 : INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS ET CONTRÔLES

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
					EN MILLIERS FCFA												
<b>Activité 111410G001 : Réalisation des missions de suivi des recommandations formulées à l'issue des missions de contrôle et d'audit</b>																	
6011F00030 - élaboration et validation des matrices de suivi des recommandations	17 000	F	N/A		20 000	20 000	4 000	4 000	7 000	7 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					20 000	20 000	4 000	4 000	7 000	7 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00047 - déploiement des missions de suivi des recommandations	75 000	F	N/A		20 000	20 000	4 000	4 000	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					20 000	20 000	4 000	4 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111410G001</b>	<b>92 000</b>				<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>32 000</b>	<b>32 000</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	
<b>Activité 111410G002 : Gestion de la documentation technique des audits</b>																	
6011F00050 - Mise en œuvre de la gestion de la documentation technique des audits	10 000	F	N/A		0	0	2 000	2 000	0	0	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	0	0		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00051 - étude diagnostique de la gestion de la documentation technique des audits	5 000	F	N/A		8 000	8 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	4 000	4 000	5 000	5 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Activité 111410G002</b>	<b>15 000</b>				<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	
<b>Activité 111410G003 : Réalisation des missions d'audit et de contrôle (DIAP, DICTD, DIEPOS, DIESP)</b>																	
6011F00004 - déploiement des missions d'audit auprès des administrations publiques, des projets et des programmes	600 000	F	N/A		0	0	100 000	100 000	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	100 000	100 000	200 000	200 000		200 000	200 000		200 000	200 000	
6011F00005 - déploiement des missions auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)	600 000	F	N/A		0	0	220 000	220 000	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	220 000	220 000	200 000	200 000		200 000	200 000		200 000	200 000	
6011F00024 - Provisions pour prise en charge des missions spéciales	550 000	F	N/A		100 000	100 000	50 000	50 000	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR	150 000	150 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					100 000	100 000	50 000	50 000	200 000	200 000		200 000	200 000		150 000	150 000	
6011F00054 - déploiement des missions d'audit auprès des Etablissements Publique et Organismes Spécifiques	600 000	F	N/A		215 000	215 000	200 000	200 000	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					215 000	215 000	200 000	200 000	200 000	200 000		200 000	200 000		200 000	200 000	
6011F00055 - déploiement des missions d'audit auprès des entreprises du secteur Publique et parapublique	600 000	F	N/A		215 000	215 000	195 000	195 000	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR	200 000	200 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					215 000	215 000	195 000	195 000	200 000	200 000		200 000	200 000		200 000	200 000	
<b>TOTAL Activité 111410G003</b>	<b>2 950 000</b>				<b>530 000</b>	<b>530 000</b>	<b>765 000</b>	<b>765 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>		<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>		<b>950 000</b>	<b>950 000</b>	
<b>Activité 111410G004 : Management de la qualité des missions de contrôle et d'audit du CONSUPE</b>																	
6011F00056 - travaux du comité d'audit	30 000	F	N/A		8 000	8 000	8 000	8 000	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00057 - Supervision des équipes de mission de la DIESP, DIAP, DICTD, DIEPOS	36 000	F	N/A		8 000	8 000	10 000	10 000	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	10 000	10 000	12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000	
6011F00058 - travaux du comité de lecture	30 000	F	N/A		8 000	8 000	8 000	8 000	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00220 - Sélection des sujets d'audit	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00236 - Recours aux experts	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111410G004</b>	<b>126 000</b>				<b>24 000</b>	<b>24 000</b>	<b>26 000</b>	<b>26 000</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	
<b>Activité 111410G005 : PProduction et validation du rapport annuel sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques</b>																	
6011F00060 - travaux d'élaboration du rapport annuel sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques	90 000	F	N/A		5 000	5 000	30 000	30 000	30 000	30 000	MN	30 000	30 000	MN	30 000	30 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	30 000	30 000	30 000	30 000		30 000	30 000		30 000	30 000	
6011F00061 - validation du rapport annuel du rapport annuel sur la gestion du personnel et du patrimoine de l'Etat et des Entreprises publiques et para publiques	15 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111410G005</b>	<b>105 000</b>				<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 141 : CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS

Action 0 : INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS ET CONTRÔLES

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111410G006 : Assurance qualité des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et ses démembrements</b>																	
6011F00059 - Développement des outils et procédures d'examen des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	5 000	F	N/A		0	0	2 000	2 000	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	5 000	5 000		0	0		0	0	
6011F00158 - Exploitation des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et ses démembrements de l'Etat	0	F	N/A	SC	0	0	2 000	2 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111410G006</b>	<b>5 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	
<b>Activité 111410G007 : Collecte, mise à jour et exploitation des dossiers permanents des Administrations Publiques et autres Entités de l'Etat</b>																	
6011F00240 - Collecte, traitement et mise à jour des dossiers permanents des entreprises du secteur Publique et parapublique	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00241 - Collecte, traitement et mise à jour des dossiers permanents des entreprises du secteur Publique et parapublique	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00242 - Elaboration et approbation du Programme annuel de vérification	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00224 - Collecte, traitement et mise à jour des dossiers permanents des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00225 - Collecte, traitement et mise à jour des dossiers permanents des Etablissements Publique et Organismes Spécifiques	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111410G007</b>	<b>195 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65 000</b>	<b>65 000</b>		<b>65 000</b>	<b>65 000</b>		<b>65 000</b>	<b>65 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 0</b>	<b>3 488 000</b>				<b>612 000</b>	<b>612 000</b>	<b>844 000</b>	<b>844 000</b>	<b>1 189 000</b>	<b>1 189 000</b>		<b>1 182 000</b>	<b>1 182 000</b>		<b>1 132 000</b>	<b>1 132 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 141 : CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS

Action 1 : SYSTÉMATISATION DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDÉLICATS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 11411G001 : Examen des rapports des rapporteurs du CDBF par les Comités Internes</b>																	
6011F00066 - suivi des travaux des rapporteurs	6 000	F	N/A		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00067 - tenue des sessions du comité de lecture CDBF	9 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
<b>TOTAL Activité 11411G001</b>	<b>15 000</b>				<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	
<b>Activité 11411G002 : Production et numérisation des décisions du CDBF</b>																	
6011F00071 - élaboration et mise à jour du recueil des Décisions du CDBF	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00168 - numérisation et archivage des décisions rendues	9 000	F	N/A		0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
<b>TOTAL Activité 11411G002</b>	<b>24 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>		<b>8 000</b>	<b>8 000</b>		<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	
<b>Activité 11411G003 : Suivi de l'exécution des décisions du CDBF</b>																	
6011F00070 - déploiement des missions de suivi de l'application des décisions du CDBF	45 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00166 - Organisation des réunions de l'équipe mixte de suivi	15 000	F	N/A		0	0	7 000	7 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	7 000	7 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 11411G003</b>	<b>60 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>12 000</b>	<b>12 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>Activité 11411G004 : Défense des intérêts de l'Etat en justice en matière des irrégularités de gestion</b>																	
6011F00068 - Elaboration et Dépôt des mémoires en défense dans les différents tribunaux administratifs et plaidoirie	15 000	F	N/A		2 000	2 000	2 000	2 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					2 000	2 000	2 000	2 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00069 - défense des intérêts de l'Etat en justice	15 000	F	N/A		3 000	3 000	3 000	3 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00223 - Risques liés aux condamnations de l'Etat en justice en matière des irrégularités de gestion	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 11411G004</b>	<b>105 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	
<b>Activité 11411G005 : Réalisation des mission de recoupement du CDBF</b>																	
6011F00064 - déploiement des Missions de recoupement CDBF	36 000	F	N/A		10 000	10 000	12 000	12 000	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	12 000	12 000	12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000	
6011F00065 - supervision des Missions de recoupement CDBF	6 000	F	N/A		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<b>TOTAL Activité 11411G005</b>	<b>42 000</b>				<b>12 000</b>	<b>12 000</b>	<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	<b>14 000</b>		<b>14 000</b>	<b>14 000</b>		<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	
<b>Activité 11411G006 : Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs, gérants et surveillants des crédits publics indécélés devant le Conseil de discipline Budgetaire et Financière (CDBF)</b>																	
6011F00062 - Notification des décisions de traduction	15 000	F	N/A		5 000	5 000	4 000	4 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00063 - tenue des sessions du CDBF	375 000	F	N/A		115 000	115 000	151 250	151 250	125 000	125 000	LR	125 000	125 000	LR	125 000	125 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					115 000	115 000	151 250	151 250	125 000	125 000		125 000	125 000		125 000	125 000	
<b>TOTAL Activité 11411G006</b>	<b>390 000</b>				<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	<b>155 250</b>	<b>155 250</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>		<b>130 000</b>	<b>130 000</b>		<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	
<b>Activité 11411G007 : Elaboration et vulgarisation des outils de sanction</b>																	
6011F00160 - mise à jour du guide du rapporteur	15 000	F	N/A		2 000	2 000	2 000	2 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					2 000	2 000	2 000	2 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00161 - Edition et vulgarisation des outils du CDBF	6 000	F	N/A		0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<b>TOTAL Activité 11411G007</b>	<b>21 000</b>				<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>		<b>7 000</b>	<b>7 000</b>		<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 141 : CONTRÔLE, AUDITS ET SANCTIONS

Action 1 : SYSTÉMATISATION DES SANCTIONS À L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDÉLICATS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111411G008 : Etude des dossiers de saisine</b>																	
6011F00244 - Analyse des faits et des éléments probant des dossiers de saisine	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00245 - Evaluation de la compétence du CDBF	6 000	F	N/A		0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<b>TOTAL Activité 111411G008</b>	<b>21 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 000</b>	<b>7 000</b>		<b>7 000</b>	<b>7 000</b>		<b>7 000</b>	<b>7 000</b>	
<b>Activité 111411G009 : collecte et analyse des données statistiques</b>																	
6011F00247 - Collecte des données sur l'activité du CDBF	6 000	F	N/A		0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00249 - Production et diffusion des statistiques	42 000	F	N/A		0	0	0	0	2 000	2 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	2 000	2 000		20 000	20 000		20 000	20 000	
<b>TOTAL Activité 111411G009</b>	<b>48 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>		<b>22 000</b>	<b>22 000</b>		<b>22 000</b>	<b>22 000</b>	
<b>Activité 111411G010 : Management de la qualité</b>																	
6011F00251 - Identification évaluation et mitigation des risques	9 000	F	N/A		0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00252 - Renforcement des capacités des rapporteurs et défenseur des intérêts de l'Etat en justice	12 000	F	N/A		0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
6011F00254 - Dépenses de personnel du programme 141	1 169 000	F	N/A		0	0	0	0	350 000	350 000	MN	350 000	350 000	MN	469 000	469 000	MN
<i>Salaires</i>					0	0	0	0	350 000	350 000		350 000	350 000		469 000	469 000	
6011F00255 - Dialogue de gestion du Programme 141	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111411G010</b>	<b>1 265 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>382 000</b>	<b>382 000</b>		<b>382 000</b>	<b>382 000</b>		<b>501 000</b>	<b>501 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>1 991 000</b>				<b>154 000</b>	<b>154 000</b>	<b>200 250</b>	<b>200 250</b>	<b>612 000</b>	<b>612 000</b>		<b>630 000</b>	<b>630 000</b>		<b>749 000</b>	<b>749 000</b>	
<b>TOTAL PROGRAMME 141</b>	<b>5 479 000</b>				<b>766 000</b>	<b>766 000</b>	<b>1 044 250</b>	<b>1 044 250</b>	<b>1 801 000</b>	<b>1 801 000</b>		<b>1 812 000</b>	<b>1 812 000</b>		<b>1 881 000</b>	<b>1 881 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 0 : PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111420G001 : Coordination des activités</b>																	
6011F00238 - Dialogue de gestion du Programme 142	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00103 - Coordination des services	24 000	F	N/A		15 000	15 000	15 500	15 500	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					15 000	15 000	15 500	15 500	8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000	
6011F00104 - Elaboration des rapports des réunions de coordination	18 000	F	N/A		13 000	13 000	15 000	15 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					13 000	13 000	15 000	15 000	6 000	6 000		6 000	6 000		6 000	6 000	
<b>TOTAL Activité 111420G001</b>	<b>117 000</b>				<b>28 000</b>	<b>28 000</b>	<b>30 500</b>	<b>30 500</b>	<b>39 000</b>	<b>39 000</b>		<b>39 000</b>	<b>39 000</b>		<b>39 000</b>	<b>39 000</b>	
<b>Activité 111420G002 : Appui aux structures spécialisées</b>																	
6011F00106 - Fonctionnement de la Cellule anti-corruption	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00107 - Fonctionnement du point focal gouvernance	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00108 - Maintenance des équipements informatiques	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00113 - Sensibilisation des personnels de l'ISC sur le VIH/SIDA	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00116 - Suivi et évaluation des questions liées à l'approche genre	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00117 - Sécurité	45 000	F	N/A		15 000	15 000	20 000	20 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					15 000	15 000	20 000	20 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00118 - Mutuelle de santé et du personnel	30 000	F	N/A		10 000	10 000	15 000	15 000	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	15 000	15 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00119 - Fonctionnement de la commission interne de passation des marchés	80 000	F	N/A		30 000	30 000	50 000	50 000	30 000	30 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					15 000	15 000	25 000	25 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<i>Autres biens et services</i>					15 000	15 000	25 000	25 000	20 000	20 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00124 - Sécurisation des données de l'ISC	12 000	F	N/A		2 000	2 000	4 000	4 000	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					2 000	2 000	4 000	4 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<b>TOTAL Activité 111420G002</b>	<b>242 000</b>				<b>77 000</b>	<b>77 000</b>	<b>109 000</b>	<b>109 000</b>	<b>84 000</b>	<b>84 000</b>		<b>79 000</b>	<b>79 000</b>		<b>79 000</b>	<b>79 000</b>	
<b>Activité 111420G003 : Assistance et conseil au MINDEL</b>																	
6011F00239 - fonctionnement du Comité PPBS	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00129 - Assistance et conseil au MINDEL par le CT1	30 000	F	N/A		6 000	6 000	10 000	10 000	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					6 000	6 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00131 - Assistance et conseil au MINDEL par le CT2	30 000	F	N/A		6 000	6 000	10 000	10 000	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					6 000	6 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111420G003</b>	<b>135 000</b>				<b>12 000</b>	<b>12 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>45 000</b>	<b>45 000</b>		<b>45 000</b>	<b>45 000</b>		<b>45 000</b>	<b>45 000</b>	
<b>Activité 111420G004 : Maitrise des Charges récurrentes</b>																	
6011F00139 - Abonnement et consommation d'électricité	240 000	F	N/A		79 000	79 000	79 000	79 000	80 000	80 000	LR	80 000	80 000	LR	80 000	80 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					79 000	79 000	79 000	79 000	80 000	80 000		80 000	80 000		80 000	80 000	
6011F00140 - Abonnement et consommation d'eau	75 663	F	N/A		23 000	23 000	23 000	23 000	24 593	24 593	LR	25 522	25 522	LR	25 548	25 548	LR
<i>Autres biens et services</i>					23 000	23 000	23 000	23 000	24 593	24 593		25 522	25 522		25 548	25 548	
6011F00141 - Abonnement et consommations de téléphone	270 000	F	N/A		84 000	84 000	84 000	84 000	90 000	90 000	LR	90 000	90 000	LR	90 000	90 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					84 000	84 000	84 000	84 000	90 000	90 000		90 000	90 000		90 000	90 000	
<b>TOTAL Activité 111420G004</b>	<b>585 663</b>				<b>186 000</b>	<b>186 000</b>	<b>186 000</b>	<b>186 000</b>	<b>194 593</b>	<b>194 593</b>		<b>195 522</b>	<b>195 522</b>		<b>195 548</b>	<b>195 548</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 0 : PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111420G005 : Gestion courante des affaires générales</b>																	
6011F00133 - Gestion courante des services	150 000	F	N/A		40 000	40 000	40 000	40 000	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					40 000	40 000	40 000	40 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
6011F00136 - Suivi de l'exécution du budget	15 000	F	N/A		4 000	4 000	10 000	10 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	10 000	10 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111420G005</b>	<b>165 000</b>				<b>44 000</b>	<b>44 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>		<b>55 000</b>	<b>55 000</b>		<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	
<b>Activité 111420G006 : Pilotage institutionnel</b>																	
6011F00142 - Réunions de coordination et de pilotage	150 000	F	N/A		61 000	61 000	46 000	46 000	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					61 000	61 000	46 000	46 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
6011F00143 - Gestion des affaires réservées du MINDEL	180 000	F	N/A		60 000	60 000	80 000	80 000	60 000	60 000	LR	60 000	60 000	LR	60 000	60 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					60 000	60 000	80 000	80 000	60 000	60 000		60 000	60 000		60 000	60 000	
<b>TOTAL Activité 111420G006</b>	<b>330 000</b>				<b>121 000</b>	<b>121 000</b>	<b>126 000</b>	<b>126 000</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>		<b>110 000</b>	<b>110 000</b>		<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	
<b>Activité 111420G007 : Evaluation de la performance des services</b>																	
6011F00085 - Contrôle et évaluation des performances du fonctionnement des services internes par l'A1	30 000	F	N/A		12 000	12 000	5 000	5 000	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					12 000	12 000	5 000	5 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00098 - Contrôle et évaluation de la performance du fonctionnement des services internes par l'A1	24 000	F	N/A		6 000	6 000	5 000	5 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					6 000	6 000	5 000	5 000	8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000	
6011F00099 - Contrôle et évaluation de la performance du fonctionnement des services internes par l'A2	24 000	F	N/A		6 000	6 000	5 000	5 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					6 000	6 000	5 000	5 000	8 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000	
<b>TOTAL Activité 111420G007</b>	<b>78 000</b>				<b>24 000</b>	<b>24 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>26 000</b>	<b>26 000</b>		<b>26 000</b>	<b>26 000</b>		<b>26 000</b>	<b>26 000</b>	
<b>Activité 111420G008 : Surveillance du système de gestion qualité</b>																	
6011F00233 - élaboration de la la cartographie des risques qualité	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00234 - élaboration du rapport de surveillance de la qualité	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111420G008</b>	<b>30 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 0</b>	<b>1 682 663</b>				<b>492 000</b>	<b>492 000</b>	<b>536 500</b>	<b>536 500</b>	<b>563 593</b>	<b>563 593</b>		<b>559 522</b>	<b>559 522</b>		<b>559 548</b>	<b>559 548</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

**CHAPITRE 11 :** 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

**Programme 142 :** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

**Action 1 :** AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111421G001 : Assainissement, Gestion des actes de carrière et des pensions</b>																	
6011F00088 - Tenu des sessions de la commission paritaire d'avancement	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00089 - gestion du comité sectoriel de suivi de l'opération d'assainissement du fichier solde des personnels de l'Etat	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00090 - gestion du comité de contrôle et de validation des rappels issus de la chaîne solde	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00091 - fonctionnement de la commission paritaire d'avancement	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00092 - Traitement des actes de carrière (avancement et validation solde)	15 000	F	N/A		5 000	5 000	3 000	3 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00093 - Formation et renforcement des capacités des personnels à l'utilisation des applications SIGIPES	15 000	F	N/A		12 000	12 000	13 000	13 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					12 000	12 000	13 000	13 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					12 000	12 000	13 000	13 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111421G001</b>	<b>126 000</b>				<b>97 000</b>	<b>97 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	
<b>Activité 111421G002 : Amélioration des conditions de travail des personnels</b>																	
6011F00094 - Organisation des activités sportives et récréatives	45 000	F	N/A		5 000	5 000	4 000	4 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00095 - Organisation des manifestations officielles	150 000	F	N/A		50 000	50 000	125 000	125 000	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					50 000	50 000	125 000	125 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
<i>Autres biens et services</i>					50 000	50 000	125 000	125 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
<b>TOTAL Activité 111421G002</b>	<b>195 000</b>				<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	<b>129 000</b>	<b>129 000</b>	<b>65 000</b>	<b>65 000</b>		<b>65 000</b>	<b>65 000</b>		<b>65 000</b>	<b>65 000</b>	
<b>Activité 111421G003 : Maitrise des charges du personnel</b>																	
6011F00009 - Dépenses de personnel	1 211 000	F	N/A		0	0	15 000	15 000	350 000	350 000	LR	400 000	400 000	LR	461 000	461 000	LR
<i>Salaires</i>					0	0	15 000	15 000	350 000	350 000		400 000	400 000		461 000	461 000	
6011F00096 - indemnités pour travaux spéciaux et des indemnités de téléphones	900 000	F	N/A		580 000	580 000	580 000	580 000	300 000	300 000	LR	300 000	300 000	LR	300 000	300 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					290 000	290 000	290 000	290 000	250 000	250 000		250 000	250 000		250 000	250 000	
<i>Autres biens et services</i>					290 000	290 000	290 000	290 000	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000	
6011F00097 - Fonctionnement de la Commission chargée de l'examen des demandes d'aide et secours exceptionnels accordés aux personnels	15 000	F	N/A		4 000	4 000	6 000	6 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					4 000	4 000	6 000	6 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	6 000	6 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00169 - pilotage du projet de mise en œuvre de la cartographie des postes de travail au CONSUPE	30 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111421G003</b>	<b>2 156 000</b>				<b>594 000</b>	<b>594 000</b>	<b>611 000</b>	<b>611 000</b>	<b>665 000</b>	<b>665 000</b>		<b>715 000</b>	<b>715 000</b>		<b>776 000</b>	<b>776 000</b>	
<b>Activité 111421G004 : Modernisation du parc matériel et infrastructurel</b>																	
6011I00003 - Projet d'acquisition et installation des équipements de vidéo surveillance des Bâtiments du CONSUPE	75 500	I	VISA		0	0	0	0	75 500	75 500	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	75 500	75 500		0	0		0	0	
6011I00005 - Projet d'aménagement de la salle de cérémonie de CONSUPE	48 000	I	VISA		0	0	0	0	48 000	48 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	48 000	48 000		0	0		0	0	
6011I00006 - Projet d'élaboration du schéma directeur du système d'information des services du contrôle supérieur de l'état.	25 500	I	VISA		0	0	0	0	25 500	25 500	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	25 500	25 500		0	0		0	0	
6011I00007 - Projet de développement d'une application informatique de gestion de la bibliothèque du CONSUPE	26 000	I	VISA		0	0	0	0	26 000	26 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	26 000	26 000		0	0		0	0	
6011I00009 - Projet de réhabilitation des réseaux informatique, électrique et Téléphonique des bâtiments A, B et C des services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	47 000	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	47 000	47 000	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		47 000	47 000		0	0	
6011I00010 - ETUDE POUR LA REFONTE DU RESEAU INFORMATIQUE, ET LA REHABILITATION DES RESAUX ELECTRIQUE ET TELEPHONIQUE DU BATIMENT « D » DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	15 000	I	VISA		0	0	0	0	15 000	15 000	LR	0	0	LR	0	0	LR

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

**CHAPITRE 11 :** 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

**Programme 142 :** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

**Action 1 :** AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		0	0	0	0	0	
6011I00011 - Projet de conception et développement du site web des services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	20 000	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	20 000	20 000	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		20 000	20 000		0	0	
6011I00012 - Acquisition du matériel informatique et bureautique dans les Services du CONSUPE	65 000	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	65 000	65 000	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		65 000	65 000		0	0	
6011I00014 - Acquisition du Matériel et du mobilier de bureau dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat	85 000	I	VISA		0	0	0	0	85 000	85 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	85 000	85 000		0	0		0	0	
5511I00709 - Acquisition des véhicules de service dans les services du CONSUPE	0	I	NON VISA		0	0	0	0	0	0	LR	193 000	193 000	LR	670 000	670 000	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		193 000	193 000		670 000	670 000	
5811I00006 - Aménagement et équipement de la salle informatique de formation	0	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	0	0	LR	38 000	38 000	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		0	0		38 000	38 000	
5911I00004 - Projet de réhabilitation des ascenseurs des bâtiments A, B, C, et D du CONSUPE	0	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	0	0	LR	20 000	20 000	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		0	0		20 000	20 000	
5911I00008 - Projet de réhabilitation du Bâtiment "C" (électricité, menuiserie, plomberie, climatisation, peinture) de CONSUPE	0	I	VISA		0	0	0	0	65 000	65 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	65 000	65 000		0	0		0	0	
5911I00009 - Acquisition des ouvrages pour la bibliothèque des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.	0	I	VISA		0	0	42 000	42 000	0	0	LR	0	0	LR	42 000	42 000	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	42 000	42 000	0	0		0	0		42 000	42 000	
6011I00001 - Travaux de reconstruction de l'ancien bâtiment des services du contrôle supérieur de l'Eia	0	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	0	0	MN	1 030 000	1 030 000	MN
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		0	0		1 030 000	1 030 000	
<b>TOTAL Activité 111421G004</b>	<b>407 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>340 000</b>	<b>340 000</b>		<b>325 000</b>	<b>325 000</b>		<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	
<b>Activité 111421G005 : Gestion rationnelle du parc matériel et infrastructurel</b>																	
6011F00109 - Maintenance du parc automobile	180 000	F	N/A		90 000	90 000	70 000	70 000	60 000	60 000	LR	60 000	60 000	LR	60 000	60 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					90 000	90 000	70 000	70 000	60 000	60 000		60 000	60 000		60 000	60 000	
6011F00110 - Entretien des bâtiments	180 000	F	N/A		50 000	50 000	50 000	50 000	60 000	60 000	LR	60 000	60 000	LR	60 000	60 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					50 000	50 000	50 000	50 000	60 000	60 000		60 000	60 000		60 000	60 000	
<b>TOTAL Activité 111421G005</b>	<b>360 000</b>				<b>140 000</b>	<b>140 000</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>		<b>120 000</b>	<b>120 000</b>		<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	
<b>Activité 111421G006 : Suivi, contrôle et évaluation des projets d'investissements</b>																	
6011F00256 - Etudes préalables en vue de la construction de l'immeuble siège du CONSUPE	45 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	40 000	40 000	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		40 000	40 000		0	0	
6011F00001 - Elaboration des DAO et analyse des offres spécifiques	15 000	F	N/A		0	0	8 000	8 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00027 - Arriérés et réception des projets BIP du CONSUPE	60 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00114 - participation aux activités de la Revue du BIP	15 000	F	N/A		5 000	5 000	6 000	6 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	6 000	6 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00115 - gestion des sanctions et amendes ARMP	6 000	F	N/A		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00173 - Suivi administratif des travaux de construction de l'immeuble siège de l'AFROSAL (phase 1)	35 000	F	N/A		0	0	30 000	30 000	15 000	15 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	15 000	15 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	15 000	15 000	10 000	10 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00231 - Ariérés et tenue du Cadre de Concertation mensuelle pour l'évaluation du BIP	60 000	F	N/A		0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00232 - Suivi Administratif, contrôle et évaluation des projets d'investissement public du CONSUPE	45 000	F	N/A		0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111421G006</b>	<b>281 000</b>				<b>17 000</b>	<b>17 000</b>	<b>56 000</b>	<b>56 000</b>	<b>87 000</b>	<b>87 000</b>		<b>117 000</b>	<b>117 000</b>		<b>77 000</b>	<b>77 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

**CHAPITRE 11 :** 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

**Programme 142 :** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

**Action 1 :** AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111421G007 : Construction et équipement de l'immeuble siège de l'AFROSAI</b>																	
5811I00002 - Construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI: Surveillance et contrôle des travaux (phase II)	0	I	VISA		0	0	0	0	140 000	140 000	LR	130 000	130 000	LR	0	0	LR
<i>Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre</i>					0	0	0	0	140 000	140 000		130 000	130 000		0	0	
5811I00003 - Construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI : Travaux de construction (phase II)	0	I	VISA		0	0	0	0	1 400 000	1 400 000	LR	1 345 000	1 345 000	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	1 400 000	1 400 000		1 345 000	1 345 000		0	0	
5811I00005 - Etude des spécifications techniques relatives à l'équipement de l'immeuble AFROSAI	0	I	VISA		0	0	0	0	20 000	20 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	20 000	20 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Activité 111421G007</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 560 000</b>	<b>1 560 000</b>		<b>1 475 000</b>	<b>1 475 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Activité 111421G008 : Acquisition des outils de gestion des archives et de la bibliothèque</b>																	
6011F00018 - Acquisition des ouvrages professionnels pour la bibliothèque	10 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		10 000	10 000		0	0	
6011F00019 - Elaboration des outils de gestion: Catalogue des exigences de sécurisation des archives, calendriers de conservation et d'élimination, cadre de classement des archives, différents bordereaux archivistiques.	25 000	F	N/A		0	0	25 000	25 000	25 000	25 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	25 000	25 000	25 000	25 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Activité 111421G008</b>	<b>35 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Activité 111421G009 : Gestion et maintenance des ressources documentaires et d'informations</b>																	
6011F00149 - mise en place d'un cadre adéquat pour la gestion et la maintenance des ressources documentaires et d'informations	6 000	F	N/A		0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00150 - Suivi et évaluation des activités des archives et de la bibliothèque	6 000	F	N/A		4 000	4 000	2 000	2 000	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	2 000	2 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<b>TOTAL Activité 111421G009</b>	<b>12 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>		<b>4 000</b>	<b>4 000</b>		<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>3 572 000</b>				<b>907 000</b>	<b>907 000</b>	<b>1 067 000</b>	<b>1 067 000</b>	<b>2 908 000</b>	<b>2 908 000</b>		<b>2 873 000</b>	<b>2 873 000</b>		<b>2 884 000</b>	<b>2 884 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 2 : GESTION DE L'INFORMATION

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111422G001 : Mise en place du système d'information statistique (SIS) du CONSUPE</b>																	
6011F00145 - sensibilisation des acteurs du système d'information statistique (SIS) du CONSUPE	15 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00146 - arrimage au cadre national d'assurance qualité	15 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111422G001</b>	<b>30 000</b>				<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>						
<b>Activité 111422G002 : Elaboration et mise à jour des documents statistiques</b>																	
6011F00147 - Mise à jour des outils et du cadre de mesure de la Performance du CONSUPE	15 000	F	N/A		4 000	4 000	5 000	5 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00148 - Production des indicateurs de performances du CONSUPE	15 000	F	N/A		0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	5 000	5 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111422G002</b>	<b>30 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 2</b>	<b>60 000</b>				<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 3 : COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111423G001 : Gestion du protocole et de la communication</b>																	
6011F00082 - Gestion du protocole	45 000	F	N/A		15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00083 - Gestion de la Communication officielle et relations publiques	75 000	F	N/A		10 000	10 000	25 000	25 000	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	25 000	25 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111423G001</b>	<b>120 000</b>				<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	
<b>Activité 111423G002 : Participation aux activités de promotion de l'image de l'Institution</b>																	
6011F00206 - Développement des activités de promotion de l'image de l'Institution	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00207 - Participation ou mise en œuvre des activités de promotion de l'image de l'Institution	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111423G002</b>	<b>60 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 3</b>	<b>180 000</b>				<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>		<b>60 000</b>	<b>60 000</b>		<b>60 000</b>	<b>60 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 4 : PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-ÉVALUATION DES ACTIONS DU CONSUPE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111424G001 : Planification et Suivi de la mise en œuvre des politiques nationale et sectorielle de la gouvernance</b>																	
6011F00012 - Etude et développement stratégique	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		0	0		0	0	
6011F00013 - Suivi et évaluation des questions liées à la prospective, aux analyses prévisionnelles et aux statistiques	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		0	0		0	0	
<b>TOTAL Activité 111424G001</b>	<b>45 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	
<b>Activité 111424G002 : Elaboration et actualisation des documents de la Chaîne PPBS</b>																	
6011F00026 - Conception et élaboration du plan d'engagement	18 000	F	N/A		10 000	10 000	8 000	8 000	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
6011F00122 - Conception, élaboration et validation de la Revue rationalisation des activités	18 000	F	N/A		16 000	16 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00123 - Conception, élaboration et validation de la maturation des projets d'investissement publics	18 000	F	N/A		8 000	8 000	12 000	12 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					4 000	4 000	6 000	6 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	6 000	6 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00125 - Conception, élaboration et validation du CDMT initial	18 000	F	N/A		16 000	16 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00126 - Conception, élaboration et validation du CDMT Ajusté	18 000	F	N/A		14 000	14 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					7 000	7 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					7 000	7 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00127 - Conception, élaboration et validation du CDMT Final	18 000	F	N/A		16 000	16 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					8 000	8 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00128 - Conception, élaboration et validation du Rapport Annuel de performance (RAP)	18 000	F	N/A		6 000	6 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00130 - Conception, élaboration, et validation de la Programmation de l'avant projet de budget N+1 et des projets de PPA	18 000	F	N/A		6 000	6 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00184 - saisies et mise à jour des documents budgétaires dans l'application PROBMIS	18 000	F	N/A		6 000	6 000	8 000	8 000	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	4 000	4 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	4 000	4 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<b>TOTAL Activité 111424G002</b>	<b>162 000</b>				<b>98 000</b>	<b>98 000</b>	<b>124 000</b>	<b>124 000</b>	<b>54 000</b>	<b>54 000</b>		<b>54 000</b>	<b>54 000</b>		<b>54 000</b>	<b>54 000</b>	
<b>Activité 111424G003 : Participation aux activités de préparation du budget</b>																	
6011F00016 - Participation aux Conférences de validation des plans d'engagements	18 000	F	N/A		0	0	10 000	10 000	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	5 000	5 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	5 000	5 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00132 - Participation aux Conférences de validation des rapports de la Revue des activités	18 000	F	N/A		6 000	6 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00134 - Participation aux Conférences de validation des CDMT initiaux	18 000	F	N/A		6 000	6 000	8 000	8 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	4 000	4 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	4 000	4 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00176 - Participation aux Conférences de validation des rapports de la maturation des projets d'investissement publics	18 000	F	N/A		6 000	6 000	8 000	8 000	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	4 000	4 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	4 000	4 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00178 - Participation aux Conférences de validation des CDMT Ajustés	18 000	F	N/A		6 000	6 000	10 000	10 000	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	5 000	5 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 4 : PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET SUIVI-ÉVALUATION DES ACTIONS DU CONSUPE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	5 000	5 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00180 - Participation aux Conférences Budgétaires(CIEP et/ou CEBPA)	18 000	F	N/A		10 000	10 000	8 000	8 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00181 - Participation aux Conférences de validation des Projets de Performance Annuels (PPA)	18 000	F	N/A		6 000	6 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00182 - Participation aux Conférences de validation des Rapports Annuels de performance (RAP)	18 000	F	N/A		6 000	6 000	16 000	16 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	8 000	8 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
6011F00183 - Participation aux Conférences de validation CDMT Finaux	18 000	F	N/A		6 000	6 000	10 000	10 000	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	
<i>Autres dépenses de personnel</i>					3 000	3 000	5 000	5 000	4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000	
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	5 000	5 000	2 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000	
<b>TOTAL Activité 111424G003</b>	<b>162 004</b>				<b>52 000</b>	<b>52 000</b>	<b>102 000</b>	<b>102 000</b>	<b>54 000</b>	<b>54 000</b>		<b>54 002</b>	<b>54 002</b>		<b>54 002</b>	<b>54 002</b>	
<b>Activité 111424G004 : Mise en œuvre des activités de la Cellule de la Prospective, des Etudes Techniques des Programmes et Projets</b>																	
6011F00137 - Etude et développement stratégique	12 000	F	N/A		0	0	4 000	4 000	10 000	10 000	MN	1 000	1 000	MN	1 000	1 000	
<i>Autres biens et services</i>					0	0	4 000	4 000	10 000	10 000		1 000	1 000		1 000	1 000	
6011F00138 - Suivi et évaluation des questions liées à la prospective, aux analyses prévisionnelles et aux statistiques	15 000	F	N/A		5 000	5 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111424G004</b>	<b>27 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>6 000</b>	<b>6 000</b>		<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 4</b>	<b>396 004</b>				<b>155 000</b>	<b>155 000</b>	<b>234 000</b>	<b>234 000</b>	<b>138 000</b>	<b>138 000</b>		<b>129 002</b>	<b>129 002</b>		<b>129 002</b>	<b>129 002</b>	

## MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 5 : APPUI AUX AFFAIRES JURIDIQUES, À LA TRADUCTION ET À LA LIAISON

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111425G001 : Suivi du contentieux juridictionnel et alternatif</b>																	
6011F00273 - Provision de risques liés aux condamnations de l'Etat en justice	184 344	F	N/A		0	0	0	0	53 408	53 408	MN	15 480	15 480	MN	115 456	115 456	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	53 408	53 408		15 480	15 480		115 456	115 456	
<b>TOTAL Activité 111425G001</b>	<b>184 344</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>53 408</b>	<b>53 408</b>		<b>15 480</b>	<b>15 480</b>		<b>115 456</b>	<b>115 456</b>	
<b>TOTAL ACTION 5</b>	<b>184 344</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>53 408</b>	<b>53 408</b>		<b>15 480</b>	<b>15 480</b>		<b>115 456</b>	<b>115 456</b>	

## MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 6 : PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME AU SEIN DU CONSUPE

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111426G001 : Promotion du Bilinguisme</b>																	
6011F00269 - vulgarisation de la pratique du bilinguisme	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00270 - Formation bilingue	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111426G001</b>	<b>45 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	
<b>Activité 111426G002 : Promotion du multiculturalisme</b>																	
6011F00271 - promotion de la diversité culturelle	9 000	F	N/A		0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00272 - mise en oeuvre de la cohésion sociale	9 000	F	N/A		0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
<b>TOTAL Activité 111426G002</b>	<b>18 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>		<b>6 000</b>	<b>6 000</b>		<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 6</b>	<b>63 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21 000</b>	<b>21 000</b>		<b>21 000</b>	<b>21 000</b>		<b>21 000</b>	<b>21 000</b>	
<b>TOTAL PROGRAMME 142</b>	<b>6 138 011</b>				<b>1 593 000</b>	<b>1 593 000</b>	<b>1 897 500</b>	<b>1 897 500</b>	<b>3 764 001</b>	<b>3 764 001</b>		<b>3 678 004</b>	<b>3 678 004</b>		<b>3 789 006</b>	<b>3 789 006</b>	
<b>TOTAL CHAPITRE 11</b>	<b>14 667 348</b>				<b>2 570 000</b>	<b>2 570 000</b>	<b>3 304 750</b>	<b>3 304 750</b>	<b>6 599 408</b>	<b>6 599 408</b>		<b>6 557 482</b>	<b>6 557 482</b>		<b>6 618 458</b>	<b>6 618 458</b>	





## **ANNEXE 3**

# **PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT**



**PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ**

Chapitre 11 : CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 1 : AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2024		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111421G004 : Modernisation du parc matériel et infrastructurel</b>																	
<b>Projet 54A011P00007 : Acquisition du matériel roulant dans les services CONSUPE</b>																	
5511100709 - Acquisition des véhicules de service dans les services du CONSUPE	0	I	NON VISA		0	0	0	0	0	0	LR	193 000	193 000	LR	670 000	670 000	LR
BIP RIO	0				0	0	0	0	0	0		193 000	193 000		670 000	670 000	
<b>TOTAL Projet 54A011P00007</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>193 000</b>	<b>193 000</b>		<b>670 000</b>	<b>670 000</b>	
<b>Projet 56A011P0010 : Travaux de réhabilitation des bâtiment dans les Services du CONSUPE</b>																	
5911100008 - Projet de réhabilitation du Bâtiment 'C' (électricité, menuiserie, plomberie, climatisation, peinture) de CONSUPE	0	I	VISA		0	0	0	0	65 000	65 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO	0				0	0	0	0	65 000	65 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 56A011P0010</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65 000</b>	<b>65 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 58A011P0006 : Projet d'aménagement et d'équipement de la salle informatique de formation</b>																	
5811100006 - Aménagement et équipement de la salle informatique de formation	0	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	0	0	LR	38 000	38 000	LR
BIP RIO	0				0	0	0	0	0	0		0	0		38 000	38 000	
<b>TOTAL Projet 58A011P0006</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>38 000</b>	<b>38 000</b>	
<b>Projet 59A011P0004 : Projet de réhabilitation des ascenseurs des bâtiments A, B, C, et D du CONSUPE</b>																	
5911100004 - Projet de réhabilitation des ascenseurs des bâtiments A, B, C, et D du CONSUPE	0	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	0	0	LR	20 000	20 000	LR
BIP RIO	0				0	0	0	0	0	0		0	0		20 000	20 000	
<b>TOTAL Projet 59A011P0004</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>Projet 59A011P0009 : Acquisition des ouvrages pour la bibliothèque des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.</b>																	
5911100009 - Acquisition des ouvrages pour la bibliothèque des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.	0	I	VISA		0	0	42 000	42 000	0	0	LR	0	0	LR	42 000	42 000	LR
BIP RIO	0				0	0	42 000	42 000	0	0		0	0		42 000	42 000	
<b>TOTAL Projet 59A011P0009</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	
<b>Projet 60A011P0001 : Travaux de reconstruction de l'ancien bâtiment des services du contrôle supérieur de l'Etat</b>																	
6011100001 - Travaux de reconstruction de l'ancien bâtiment des services du contrôle supérieur de l'Etat	0	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	0	0	MN	1 030 000	1 030 000	MN
BIP RIO	0				0	0	0	0	0	0		0	0		1 030 000	1 030 000	
<b>TOTAL Projet 60A011P0001</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>1 030 000</b>	<b>1 030 000</b>	
<b>Projet 60A011P0004 : Projet d'acquisition et installation des équipements de vidéo surveillance des Bâtiments du CONSUPE</b>																	
6011100003 - Projet d'acquisition et installation des équipements de vidéo surveillance des Bâtiments du CONSUPE	75 500	I	VISA		0	0	0	0	75 500	75 500	MN	0	0	MN	0	0	MN
BIP RIO	0				0	0	0	0	75 500	75 500		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0004</b>	<b>75 500</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>75 500</b>	<b>75 500</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0006 : Projet d'aménagement de la salle de cérémonie de CONSUPE</b>																	
6011100005 - Projet d'aménagement de la salle de cérémonie de CONSUPE	48 000	I	VISA		0	0	0	0	48 000	48 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO	0				0	0	0	0	48 000	48 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0006</b>	<b>48 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>48 000</b>	<b>48 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0007 : Projet d'élaboration du schéma directeur du système d'information des services du contrôle supérieur de l'état.</b>																	
6011100006 - Projet d'élaboration du schéma directeur du système d'information des services du contrôle supérieur de l'état.	25 500	I	VISA		0	0	0	0	25 500	25 500	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO	0				0	0	0	0	25 500	25 500		0	0		0	0	

# PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

Chapitre 11 : CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 1 : AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2024		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>TOTAL Projet 60A011P0007</b>	<b>25 500</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 500</b>	<b>25 500</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0008 : Projet de développement d'une application informatique de gestion de la bibliothèque du CONSUPE</b>																	
6011I00007 - Projet de développement d'une application informatique de gestion de la bibliothèque du CONSUPE	26 000	I	VISA		0	0	0	0	26 000	26 000	LR	0	0	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	26 000	26 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0008</b>	<b>26 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26 000</b>	<b>26 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0010 : Projet de réhabilitation des réseaux informatique, électrique et Téléphonique des bâtiments A, B et C des services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)</b>																	
6011I00009 - Projet de réhabilitation des réseaux informatique, électrique et Téléphonique des bâtiments A, B et C des services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	47 000	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	47 000	47 000	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		47 000	47 000		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0010</b>	<b>47 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>47 000</b>	<b>47 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0011 : ETUDE POUR LA REFONTE DU RESEAU INFORMATIQUE, ET LA REHABILITATION DES RESAUX ELECTRIQUE ET TELEPHONIQUE DU BATIMENT « D » DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT</b>																	
6011I00010 - ETUDE POUR LA REFONTE DU RESEAU INFORMATIQUE, ET LA REHABILITATION DES RESAUX ELECTRIQUE ET TELEPHONIQUE DU BATIMENT « D » DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	15 000	I	VISA		0	0	0	0	15 000	15 000	LR	0	0	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	15 000	15 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0011</b>	<b>15 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0012 : Projet de conception et développement du site web des services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)</b>																	
6011I00011 - Projet de conception et développement du site web des services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	20 000	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	20 000	20 000	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		20 000	20 000		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0012</b>	<b>20 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0013 : Acquisition du matériel informatique et bureautique dans les Services du CONSUPE</b>																	
6011I00012 - Acquisition du matériel informatique et bureautique dans les Services du CONSUPE	65 000	I	VISA		0	0	0	0	0	0	LR	65 000	65 000	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	0	0		65 000	65 000		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0013</b>	<b>65 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>65 000</b>	<b>65 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Projet 60A011P0015 : Acquisition du Matériel et du mobilier de bureau dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat</b>																	
6011I00014 - Acquisition du Matériel et du mobilier de bureau dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat	85 000	I	VISA		0	0	0	0	85 000	85 000	LR	0	0	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					0	0	0	0	85 000	85 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 60A011P0015</b>	<b>85 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>85 000</b>	<b>85 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL Activité 111421G004</b>	<b>407 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>340 000</b>	<b>340 000</b>		<b>325 000</b>	<b>325 000</b>		<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	
<b>Activité 111421G007 : Construction et équipement de l'immeuble siège de l'AFROSAI</b>																	
<b>Projet 56A011P0005 : Construction de l'immeuble siège de l'Organisation Africaine des Institutions de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI)</b>																	
5611I00002 - Construction de l'immeuble siège L'AFROSAI: Surveillance et contrôle des travaux (phase II)	0	I	VISA		110 000	110 000	0	0	140 000	140 000	LR	130 000	130 000	LR	0	0	
<i>Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre</i>					110 000	110 000	0	0	140 000	140 000		130 000	130 000		0	0	
5611I00003 - Construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI : Travaux de construction (phase II)	0	I	VISA		1 486 000	1 486 000	0	0	1 400 000	1 400 000	LR	1 345 000	1 345 000	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					1 486 000	1 486 000	0	0	1 400 000	1 400 000		1 345 000	1 345 000		0	0	
5811I00005 - Etude des spécifications techniques relatives à l'équipement de l'immeuble AFROSAI	0	I	VISA		20 000	20 000	0	0	20 000	20 000	LR	0	0	LR	0	0	
<i>BIP RIO</i>					20 000	20 000	0	0	20 000	20 000		0	0		0	0	
<b>TOTAL Projet 56A011P0005</b>	<b>0</b>				<b>1 616 000</b>	<b>1 616 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 560 000</b>	<b>1 560 000</b>		<b>1 475 000</b>	<b>1 475 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL Activité 111421G007</b>	<b>0</b>				<b>1 616 000</b>	<b>1 616 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 560 000</b>	<b>1 560 000</b>		<b>1 475 000</b>	<b>1 475 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>407 000</b>				<b>1 616 000</b>	<b>1 616 000</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 900 000</b>		<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>		<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>	

## PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT - AJUSTÉ

**Chapitre 11 :** CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

**Programme 142 :** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

**Action 1 :** AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2024		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
TOTAL PROGRAMME 142	407 000				1 616 000	1 616 000	42 000	42 000	1 900 000	1 900 000		1 800 000	1 800 000		1 800 000	1 800 000	
TOTAL CHAPITRE 11	407 000				1 616 000	1 616 000	42 000	42 000	1 900 000	1 900 000		1 800 000	1 800 000		1 800 000	1 800 000	



## **ANNEXE 4**

# **MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - GENRE SENSIBLE**



**MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE**

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 0 : APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORDONNATEURS ET GESTIONNAIRES DES CRÉDITS PUBLICS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
					Activité 111400G003 : Elaboration et diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques au profit des Administrations publiques, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des Etablissements et Entreprises publics												
6011F00155 - Elaboration d'un recueil de mauvaises pratiques en matière de gestion des finances publiques	10 000	F	N/A		3 000	3 000	3 000	3 000	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					3 000	3 000	3 000	3 000	10 000	10 000		0	0		0	0	
6011F00167 - Diffusion du recueil de mauvaises pratiques en matière de gestion des finances publiques	10 000	F	N/A		5 000	5 000	10 000	10 000	0	0	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	10 000	10 000	0	0		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111400G003</b>	<b>20 000</b>				<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>13 000</b>	<b>13 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 0</b>	<b>20 000</b>				<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>13 000</b>	<b>13 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>		<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 1 : APPUI ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET PROFESSIONNELLES DES AUDITS INTERNES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES, DES ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	EN MILLIERS FCFA												
					AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111400G002 : Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne</b>																	
6011F00154 - Atelier de formation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des finances publiques des Administrations publiques	75 000	F	N/A		4 000	4 000	3 000	3 000	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	3 000	3 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00162 - Atelier de formation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des finances publiques des Administrations publiques des Collectivités Territoriales Décentralisées	75 000	F	N/A		0	0	2 000	2 000	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	2 000	2 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00208 - Atelier de formation et de sensibilisation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des finances des Etablissements et Entreprises publics	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00209 - Atelier de formation et de sensibilisation sur les fautes de gestion, l'irrégularité, le préjudice, et la responsabilité en matière de gestion des projets et programmes publics	75 000	F	N/A		0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111400G002</b>	<b>300 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>300 000</b>				<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 2 : RENFORCEMENT DU CONTRÔLE CITOYEN AUX ENJEUX DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111401G001 : Elaboration et mis à jour d'un cadre normatif et méthodologique de l'audit interne</b>																	
6011F00028 - Elaboration d'une charte nationale de l'audit interne du secteur public	10 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		0	0		0	0	
6011F00031 - Diffusion de la charte nationale de l'audit interne du secteur public	20 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00032 - Elaboration d'un cadre méthodologique de l'audit interne du secteur public	10 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		0	0		0	0	
6011F00188 - Diffusion du cadre méthodologique de l'audit interne du secteur public	20 000	F	N/A		0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	0	0		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111401G001</b>	<b>60 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>Activité 111401G002 : Formation continue et certifiante des personnels des Audits internes</b>																	
6011F00033 - Atelier de formations des personnels des Audits internes sur divers sujets d'audit interne du secteur public	70 000	F	N/A		0	0	3 000	3 000	20 000	20 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	3 000	3 000	20 000	20 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00034 - Assistance des personnels des Audits internes à la professionnalisation en audit interne du secteur public	60 000	F	N/A		15 000	15 000	20 000	20 000	10 000	10 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					15 000	15 000	20 000	20 000	10 000	10 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
<b>TOTAL Activité 111401G002</b>	<b>130 000</b>				<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 2</b>	<b>190 000</b>				<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>		<b>70 000</b>	<b>70 000</b>		<b>70 000</b>	<b>70 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 3 : RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111402G001 : Mise en place des plates-formes de coopération et de collaboration avec les partenaires non institutionnels de la protection de la fortune publique</b>																	
6011F00029 - Signature des protocoles d'accord en matières du contrôle citoyen	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00036 - Suivi de la mise en œuvre des protocoles d'accord signés	15 000	F	N/A		0	0	3 000	3 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111402G001</b>	<b>30 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	
<b>Activité 111402G002 : Sensibilisation des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles aux enjeux de la protection de la fortune publique</b>																	
6011F00037 - Organisation des ateliers, séminaires et fora de sensibilisation à l'intention des parties prenantes non institutionnelles	45 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
6011F00038 - Organisation des ateliers, séminaires et fora de sensibilisation à l'intention des parties prenantes institutionnelles	45 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111402G002</b>	<b>90 000</b>				<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 3</b>	<b>120 000</b>				<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 140 : RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Action 4 : DÉVELOPPEMENT DES MÉCANISMES D'ALERTE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111403G004 : Organisation des fora et séminaires internationaux</b>																	
6011F00077 - Participation aux sessions de formations Internationales	75 000	F	N/A		5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN	25 000	25 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	5 000	5 000	25 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000	
6011F00078 - Organisation des séances de restitution de formations Internationales	45 000	F	N/A		0	0	4 000	4 000	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
<i>Autres biens et services</i>					0	0	4 000	4 000	15 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000	
<b>TOTAL Activité 111403G004</b>	<b>120 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	
<b>Activité 111404G001 : Mise en place d'un cadre des plates formes et forum d'échanges avec les autres structure de contrôle des finances publiques</b>																	
6011F00170 - contribution du CONSUPE dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de modernisation de l'Etat	15 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00171 - Réalisation des Etudes thématiques sur des questions de gouvernance	25 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					0	0	0	0	5 000	5 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111404G001</b>	<b>40 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 4</b>	<b>160 000</b>				<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>		<b>55 000</b>	<b>55 000</b>		<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	
<b>TOTAL PROGRAMME 140</b>	<b>790 000</b>				<b>52 000</b>	<b>52 000</b>	<b>73 000</b>	<b>73 000</b>	<b>250 000</b>	<b>250 000</b>		<b>270 000</b>	<b>270 000</b>		<b>270 000</b>	<b>270 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 0 : PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MINISTÈRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111420G002 : Appui aux structures spécialisées</b>																	
6011F00113 - Sensibilisation des personnels de l'ISC sur le VIH/SIDA	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00116 - Suivi et évaluation des questions liées à l'approche genre	15 000	F	N/A		4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					4 000	4 000	4 000	4 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00118 - Mutuelle de santé et du personnel	30 000	F	N/A		10 000	10 000	15 000	15 000	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	15 000	15 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111420G002</b>	<b>60 000</b>				<b>18 000</b>	<b>18 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 0</b>	<b>60 000</b>				<b>18 000</b>	<b>18 000</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	

# MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 1 : AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111421G001 : Assainissement, Gestion des actes de carrière et des pensions</b>																	
6011F00088 - Tenue des sessions de la commission paritaire d'avancement	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00089 - gestion du comité sectoriel de suivi de l'opération d'assainissement du fichier solde des personnels de l'Etat	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00090 - gestion du comité de contrôle et de validation des rappels issus de la chaîne solde	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00091 - fonctionnement de la commission paritaire d'avancement	24 000	F	N/A		20 000	20 000	16 000	16 000	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	8 000	8 000	3 000	3 000		3 000	3 000		3 000	3 000	
6011F00092 - Traitement des actes de carrière (avancement et validation solde)	15 000	F	N/A		5 000	5 000	3 000	3 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					5 000	5 000	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					5 000	5 000	3 000	3 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
6011F00093 - Formation et renforcement des capacités des personnels à l'utilisation des applications SIGIPES	15 000	F	N/A		12 000	12 000	13 000	13 000	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
<i>Autres dépenses de personnel</i>					12 000	12 000	13 000	13 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<i>Autres biens et services</i>					12 000	12 000	13 000	13 000	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000	
<b>TOTAL Activité 111421G001</b>	<b>126 000</b>				<b>97 000</b>	<b>97 000</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>		<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	
<b>Activité 111421G003 : Maitrise des charges du personnel</b>																	
6011F00009 - Dépenses de personnel	1 211 000	F	N/A		0	0	15 000	15 000	350 000	350 000	LR	400 000	400 000	LR	461 000	461 000	LR
<i>Salaires</i>					0	0	15 000	15 000	350 000	350 000		400 000	400 000		461 000	461 000	
6011F00169 - pilotage du projet de mise en œuvre de la cartographie des postes de travail au CONSUPE	30 000	F	N/A		10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<i>Autres biens et services</i>					10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111421G003</b>	<b>1 241 000</b>				<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>360 000</b>	<b>360 000</b>		<b>410 000</b>	<b>410 000</b>		<b>471 000</b>	<b>471 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>1 367 000</b>				<b>107 000</b>	<b>107 000</b>	<b>105 000</b>	<b>105 000</b>	<b>402 000</b>	<b>402 000</b>		<b>452 000</b>	<b>452 000</b>		<b>513 000</b>	<b>513 000</b>	

## MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - GENRE SENSIBLE

CHAPITRE 11 : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme 142 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

Action 3 : COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT

EN MILLIERS FCFA																	
Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
<b>Activité 111423G002 : Participation aux activités de promotion de l'image de l'Institution</b>																	
6011F00206 - Développement des activités de promotion de l'image de l'Institution	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
6011F00207 - Participation ou mise en œuvre des activités de promotion de l'image de l'Institution	30 000	F	N/A		0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
<i>Autres dépenses de personnel</i>					0	0	0	0	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000	
<b>TOTAL Activité 111423G002</b>	<b>60 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>TOTAL ACTION 3</b>	<b>60 000</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>TOTAL PROGRAMME 142</b>	<b>1 487 000</b>				<b>125 000</b>	<b>125 000</b>	<b>128 000</b>	<b>128 000</b>	<b>442 000</b>	<b>442 000</b>		<b>492 000</b>	<b>492 000</b>		<b>553 000</b>	<b>553 000</b>	
<b>TOTAL CHAPITRE 11</b>	<b>2 277 000</b>				<b>177 000</b>	<b>177 000</b>	<b>201 000</b>	<b>201 000</b>	<b>692 000</b>	<b>692 000</b>		<b>762 000</b>	<b>762 000</b>		<b>823 000</b>	<b>823 000</b>	





## **ANNEXE 5**

# **MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - CLIMAT**



**MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - CLIMAT**

**Chapitre 11 :** CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

**Programme 142 :** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ETAT

**Action 1 :** AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL, DU CLIMAT SOCIAL ET GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

En milliers FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Source Financement	LF 2025		2026			Adaptation	Atténuation	Biodiversité	Eau	Déchets	Pollution	Marqueur dominant	Cotation	Document(s) de référence	Justification(s)
					AE	CP	AE	CP	LR/MN										
<b>Activité 111421G007 : Construction et équipement de l'immeuble siège de l'AFROSAI</b>																			
5611I00003 - Construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI : Travaux de construction (phase II)	0	I	VISA	RIO	0	0	1 400 000	1 400 000	LR										
<b>TOTAL Activité 111421G007</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 400 000</b>											
<b>TOTAL ACTION 1</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 400 000</b>											
<b>TOTAL PROGRAMME 142</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 400 000</b>											
<b>TOTAL CHAPITRE 11</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 400 000</b>											



## **ANNEXE 6**

# **MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - IMPORT-SUBSTITUTION**



**MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2026-2028) - AJUSTÉ - IMPORT-SUBSTITUTION**

CHAPITRE : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

Programme :

Action :

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2025		LF 2025		2026			2027			2028		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
					EN MILLIERS FCFA												
Activité :																	
-	0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL Activité</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTION</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PROGRAMME</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL CHAPITRE</b>	<b>0</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>